États financiers du Québec

année terminée le 31 mars 1983

Québec

états financiers du Québec

année terminée le 31 mars 1983

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0-381-0844
ISBN 2-551-05967-4
Dépôt légal, 4e trimestre 1983
Bibliothèque nationale du Québec

PRÉSENTATION

Le ministère des Finances publie annuellement trois séries de documents concernant la situation financière du gouvernement du Québec.

En cours d'année, afin de rendre compte de l'évolution des opérations financières et d'en permettre la comparaison avec les prévisions du Discours sur le budget du 25 mai 1982, la *Synthèse des opérations financières* a été publiée à la fin de chacun des trois premiers trimestres.

La présente publication, *les États financiers du Québec pour l'année terminée le 31 mars 1983*, complète les informations relatives aux résultats réels de l'année 1982-1983 dont les principales données ont été présentées à la première Synthèse pour 1983-1984. On y retrouve en outre l'état de l'actif et du passif, arrêté selon les conventions comptables qui prévalent au gouvernement du Québec, ainsi qu'une section présentant certaines statistiques financières et budgétaires pour les dix dernières années.

Une partie importante du contenu de cette brochure apparaît au volume 1 des Comptes publics sous une forme plus détaillée et avec certaines modifications à l'égard de la présentation.

Enfin, la section VIII de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6) stipule que les *Comptes publics*, préparés au ministère des Finances, doivent comprendre les états financiers du Gouvernement, accompagnés de l'opinion du Vérificateur général s'y rapportant. Les Comptes publics reprennent également de façon encore plus détaillée les renseignements relatifs à la situation financière du Gouvernement pour l'année écoulée. Aux termes de la Loi, le Ministre des Finances doit déposer les Comptes publics à l'Assemblée nationale au plus tard le 31 décembre suivant la fin de l'année financière ou, si la Législature ne siège pas, au plus tard le quinzième jour au cours duquel elle siège par la suite.

TABLE DES MATIÈRES

CONVENTIONS COMPTABLES 6

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES 9

1
OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
Sommaire 11
Revenus 13
Crédits, dépenses et variations 14
Sommaire des dépenses par ministère et par mission 16

2
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
Sommaire 19
Placements – actions, obligations, billets, prêts et avances 20
Compte des régimes de retraite 22
Autres comptes 22

3
FINANCEMENT
Sommaire 23
Variation de l'encaisse 24
Nouveaux emprunts 24
Remboursements d'emprunts 25

4
ACTIF ET PASSIF – DETTE NETTE
Sommaire 27
Actif et passif 28
Dette nette 30
Notes complémentaires 31

5
ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF
Comptes à recevoir 39
Placements 40
Continuité du compte d'accords de perception fiscale 42
Comptes à payer 42
Continuité du compte des régimes de retraite 43
Bons du trésor, obligations et autres emprunts 43
Échéancier sommaire des obligations et autres emprunts moins les fonds d'amortissement 44
Emprunts garantis par le gouvernement du Québec 45
Engagements financiers 46
Échéancier sommaire des engagements financiers pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital 47

6
STATISTIQUES 49
État sommaire des opérations financières 50
Statistiques comparatives des revenus 1974 – 1983 52
Statistiques comparatives des dépenses 1974 – 1983 53
Statistiques budgétaires et financières 54

CONVENTIONS COMPTABLES

Dans l'exposé qui suit, sont fournis des renseignements sur les conventions comptables particulières qui prévalent au gouvernement du Québec.

GÉNÉRALITÉS

Les conventions comptables en usage au gouvernement du Québec sont orientées vers une comptabilité d'exercice mitigée. La comptabilité d'exercice intégrale comporte trop de difficultés administratives et son application est difficile en raison même de certaines dispositions de la Loi sur l'administration financière. Dans son application pratique, cette base d'exercice mitigée se traduit comme suit :

REVENUS

Les revenus du Gouvernement sont constitués d'impôts sur le revenu et les biens, incluant les contributions des employeurs au Fonds des services de santé, de taxes à la consommation, ainsi que des droits, bénéfices, transferts du gouvernement du Canada et autres sommes reçues ou à recevoir en vertu des lois, règlements ou ententes.

Les revenus de l'année financière sont constitués des sommes encaissées à titre de revenus avant le 1er avril de même que de la facturation émise avant cette date, en autant qu'elle représente des sommes que le Québec est en droit de réclamer. Cependant, il est tenu compte de la facturation émise jusqu'au 30 avril à des débiteurs, eu égard aux dépenses faites pour leur compte avant le 1er avril et imputées à une année financière écoulée.

La contribution des employeurs au Fonds des services de santé est constituée des sommes encaissées et des comptes émis du 1er avril au 31 mars de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1er avril.

Les revenus en provenance du gouvernement du Canada sont comptabilisés sur la base de caisse. Cependant, les programmes à frais partagés avec compensation financière seulement sont enregistrés aux revenus de l'année financière selon les sommes encaissées avant le 1er avril et les réclamations et estimations de réclamations préparées ou faites avant le 1er mai eu égard aux dépenses qui ont été imputées à une année financière écoulée.

De plus, les remises encaissées par le Gouvernement pendant le mois d'avril, lesquelles représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1er avril, sont comptabilisées comme revenus de l'année financière qui vient de se terminer.

Les revenus sont inscrits sans déduction des frais incidents à leur réalisation ou à leur perception. Ces frais sont portés aux dépenses.

DÉPENSES

Les dépenses du Gouvernement comprennent les dépenses de fonctionnement et de transfert et les dépenses en capital. Ces dernières, faisant partie des opérations budgétaires de l'année financière, ne figurent donc pas à l'état de l'actif et du passif.

Les charges imputées sur les crédits autorisés, soit par les lois des subsides, les lois particulières ou par mandats spéciaux du Gouvernement, sont inscrites aux dépenses, à l'exception de celles couvrant les placements, et le 31 mars est la date de fermeture pour une année financière; cependant, le 30 avril est retenu comme date limite pour la création d'un compte à payer couvrant des services rendus ou des marchandises reçues avant le 1er avril.

Quant aux dépenses de transfert, elles sont comptabilisées comme dépenses de l'année en autant que l'engagement est dûment approuvé avant le 1er avril et que l'imputation aux dépenses est faite au plus tard dans les 30 jours qui suivent la fin de l'année financière jusqu'à concurrence des crédits autorisés.

Les intérêts sur les emprunts temporaires ainsi que sur les obligations et les autres emprunts sont inscrits selon la comptabilité d'exercice; il en est de même pour l'escompte sur les bons du trésor qui est apparenté à de l'intérêt.

Les frais d'émission des obligations sont imputés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont encourus. Les primes ou les escomptes sont inscrits aux revenus ou aux dépenses lors de la réalisation des emprunts sauf pour l'escompte d'émission de titres s'apparentant à de l'intérêt lequel est considéré comme tel et est capitalisé à la date d'anniversaire de l'emprunt pour atteindre progressivement la valeur nominale à l'échéance. La fluctuation du change étranger entre la date de l'encaissement de l'emprunt et celle du remboursement est portée aux revenus ou imputée aux dépenses lors du remboursement.

L'écart entre la valeur nominale et le coût des obligations acquises pour les fonds d'amortissement ainsi que l'écart entre la valeur nominale et le produit de leur disposition sont portés aux revenus ou aux dépenses.

Les intérêts gagnés et les autres revenus sur les fonds d'amortissement sont portés en déduction des dépenses du service de la dette.

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

La contribution du Gouvernement à titre d'employeur représente 140% (100% depuis le 1er juillet 1982) des cotisations des employés participants à ce Régime, perçues par la Commission administrative du régime de retraite (C.A.R.R.) au cours de l'année financière, plus l'intérêt depuis 1978-1979 sur la provision au 31 mars précédent.

Le montant ainsi imputé aux dépenses budgétaires du Gouvernement est porté par la suite au crédit d'un compte non budgétaire par lequel transitent également les paiements effectués par le Gouvernement à l'acquit de ses obligations envers le Régime.

Autres régimes de retraite

Les cotisations des participants ainsi que, dans le cas particulier du Régime de retraite des fonctionnaires, les contributions des organismes employeurs énumérés au premier alinéa de l'article 72 de la Loi sur ledit Régime (L.R.Q., c. R-12 et modifications), sont portées au crédit d'un compte non

budgétaire depuis l'année financière 1978-1979 et ne font pas partie des revenus du Gouvernement; par contre, les pensions payées de même que les remises de cotisations et de contributions sont débitées à ce compte non budgétaire. La contribution du Gouvernement en tant qu'employeur est imputée aux dépenses budgétaires et sa contrepartie est portée au crédit du compte non budgétaire. Elle est établie comme suit:

a) Pour le service courant: 140% du total des cotisations des participants depuis le 1er avril 1979 et à compter du 1er juillet 1982, 100% dans le cas du Régime de retraite des fonctionnaires et du Régime de retraite des enseignants,

b) Pour le service antérieur: amortissement, depuis l'année financière 1979-1980, des déficits actuariels estimés au 31 décembre 1978 par la C.A.R.R.;

c) Intérêt depuis 1980-1981 sur le solde créditeur du compte non budgétaire au 31 mars précédent.

Tout excédent annuel, par régime, des sommes débitées sur celles créditées au compte du régime de retraite est comblé par une imputation aux dépenses des ministères ou organismes concernés et porté au crédit de ce compte non budgétaire.

Radiation de créances irrécouvrables

Les créances radiées non inscrites à la provision pour créances irrécouvrables au 31 mars 1980, sont portées aux dépenses. La variation de la provision pour créances irrécouvrables est portée à la dette nette.

ACTIF ET PASSIF

Comptes à recevoir et à payer

Ces postes de l'actif et du passif sont comptabilisés en fonction des critères établis à l'égard de la comptabilisation des revenus et des dépenses.

Les comptes à recevoir représentent les charges, réclamations ou cotisations émises à des débiteurs pour des revenus que le Gouvernement est en droit de réclamer.

Les comptes à recevoir comprennent les montants à recevoir pour des dépenses payées en trop, les intérêts échus sur les placements, les remises perçues des mandataires ou agents du Gouvernement au cours d'avril pour des sommes perçues ou prélevées par eux avant le 1er avril, de même que les sommes perçues des employeurs au cours d'avril pour le Fonds des services de santé et afférentes aux salaires versés par eux avant le 1er avril.

Est déduite des comptes à recevoir une provision pour créances irrécouvrables qui est établie en fonction de leur valeur estimative de réalisation.

Les comptes à payer représentent la partie du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée et non déboursée au 31 mars.

Placements

Les actions, obligations et billets sont indiqués au prix coûtant sauf pour les actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980 en vertu du chapitre 18 des lois de 1981. Une provision pour créances irrécouvrables est déduite des prêts et avances en fonction de leur valeur estimative de réalisation, sauf pour les prêts et avances consentis aux entreprises du Gouvernement qui sont comptabilisés au coût.

Dette nette

La dette nette représente la différence entre les passifs et les actifs inscrits aux livres et elle est constituée du déficit accumulé des opérations budgétaires et de certaines opérations qui y sont portées directement.

Compte d'accords de perception fiscale

À ce poste, sont comptabilisés la perception de sommes par le Gouvernement pour le compte de la Régie des rentes du Québec, la Régie de l'assurance automobile du Québec, le Fonds spécial olympique et diverses municipalités ainsi que les versements effectués à ces organismes relativement à ces sommes perçues.

Compte des régimes de retraite

Ce compte couvre le passif inscrit à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (R.R.E.G.O.P.) et des autres régimes de retraite notamment des fonctionnaires, des enseignants et des membres de la Sûreté du Québec. Il représente les contributions du Gouvernement, à titre d'employeur, aux divers régimes de retraite pour les secteurs public et parapublic, de même que les cotisations des participants et les contributions d'organismes employeurs pour les régimes autres que le R.R.E.G.O.P., moins les pensions, les remboursements de cotisations et les contributions du Gouvernement devenues exigibles dans le cadre du R.R.E.G.O.P. Les cotisations des employés participants au R.R.E.G.O.P. et les contributions reçues de certains organismes sont déposées pour le compte de la Commission administrative du régime de retraite à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Bons du trésor, obligations et autres emprunts

Ces éléments de la dette publique en monnaie du Canada sont inscrits à leur valeur nominale sauf pour les titres émis à un fort taux d'escompte et ceux en monnaie étrangère le sont en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts ou d'acceptation des dettes.

Les fonds d'amortissement sont déduits des obligations et autres emprunts à l'état de l'actif et du passif. Les obligations en monnaie du Canada détenues à ces fonds sont inscrites à leur valeur nominale. Celles en monnaie étrangère, déjà émises par le Gouvernement, sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts; les autres obligations en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de leur valeur nominale aux dates d'acquisition.

Le Ministre des Finances a comme politique d'annuler les obligations d'une émission détenue dans un fonds d'amortissement créé en rapport avec la même émission.

PASSIFS ÉVENTUELS

Emprunts garantis

À cette rubrique, on indique:

1. Le solde au 31 mars des sommes empruntées par certaines entreprises du Gouvernement, municipalités, organismes et individus, déduction faite des fonds d'amortisse-

ment, dont le remboursement est garanti par le Gouvernement en vertu de dispositions législatives particulières. Les emprunts garantis en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars;

2. Les contrats de cautionnement dont l'incidence est significative et certains autres passifs éventuels importants prévus par lois.

Par contre, cette rubrique ne couvre pas les réclamations en cours contre le Gouvernement.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Budgétaires

Cette énumération couvre :

- Ceux autorisés par diverses lois et imputables à des crédits permanents, de même que ceux relatifs à des subventions accordées par le Gouvernement et qui seront imputables à des crédits votés pour le remboursement des emprunts à long terme contractés pour des dépenses en capital par des commissions scolaires, des institutions d'enseignement, de santé, des établissements de services sociaux et par des organismes municipaux et autres;
- Les engagements du Ministre de l'Éducation pour le remboursement d'emprunts contractés par des commissions scolaires et institutions d'enseignement pour des dépenses en capital, les autorisations d'emprunts données par le Ministre aux commissions scolaires, également pour des dépenses en capital, de même que les emprunts sur marge de crédits bancaires, effectués aux mêmes fins par les établissements du réseau des affaires sociales sur autorisation du Ministre des Affaires sociales;
- Les subventions accordées par le Gouvernement principalement à des organismes municipaux pour des dépenses en capital non reliées au remboursement d'emprunts à long terme ainsi que les engagements envers ces organismes pour des dépenses en capital autorisées dans le cadre du programme d'assainissement des eaux lesquelles feront l'objet d'emprunts à long terme;
- Les obligations du Gouvernement à l'égard des congés de maladie accumulés par ses employés.

Les engagements relatifs aux emprunts en monnaie étrangère sont indiqués en équivalent canadien de leur valeur nominale au 31 mars.

Cependant, cette énumération ne comprend pas, entre autres :

- Les services et marchandises commandés qui n'ont pas encore été rendus ou livrées;
- Les engagements relatifs à certaines lois administrées par l'Office du crédit agricole du Québec et qui ont trait principalement à des contributions sur l'intérêt payé par les emprunteurs sur des prêts consentis par le gouvernement du Canada et les institutions financières;
- Les intérêts sur les prêts consentis par les institutions financières aux étudiants pendant qu'ils sont aux études;
- Les engagements relatifs à la prise en charge par la Société de développement industriel du Québec d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises ainsi que les exonérations de remboursement d'emprunts dans le cadre de la Loi de l'aide au développement industriel du Québec;
- Les biens en voie d'expropriation et dont le Gouvernement n'a pas pris possession.

De plus, elle ne comprend pas tout autre engagement pris dans le cours normal des opérations dont l'incidence porte sur les années futures.

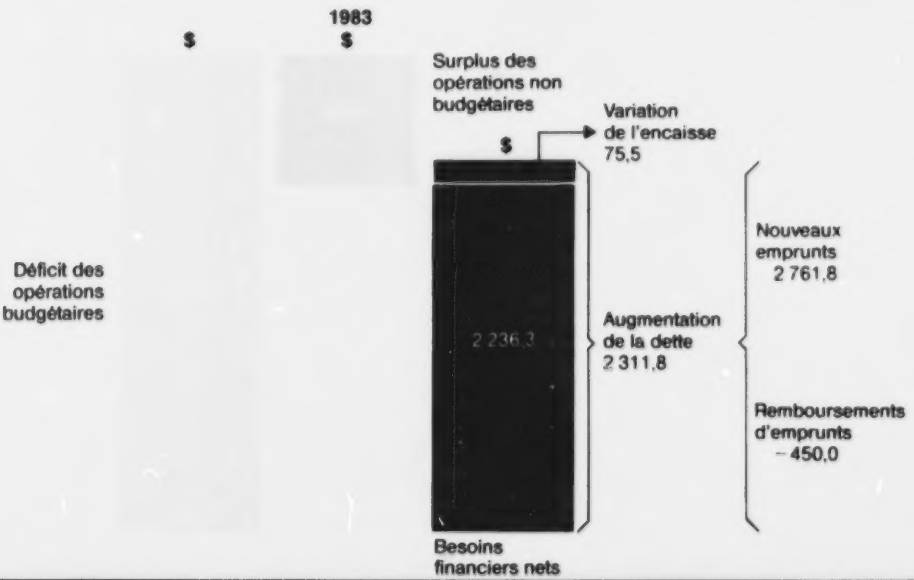
Non budgétaires

Ces engagements comprennent principalement le solde à verser pour des apports de capitaux à certaines entreprises du Gouvernement et dont le déboursé est déjà autorisé par une loi ou établi par le Gouvernement en vertu des pouvoirs que lui confère une loi.

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIONS $)

Ce sommaire démontre de quelle façon les besoins financiers sont établis et comment le Gouvernement y a pourvu.

SECTIONS		1983	1982
1	**Opérations budgétaires** [1]		
	Revenus	+19 210,3	+17 471,6
	Dépenses	−22 259,3	−20 359,8
	Déficit	−3 049,0	−2 888,2
2	**Opérations non budgétaires**		
	Placements – actions, obligations, billets, prêts et avances	−135,0	−115,0
	Compte des régimes de retraite	+1 051,2	+1 007,3
	Autres comptes	−103,5	−153,6
	Solde	+812,7	+738,7
	BESOINS FINANCIERS NETS	−2 236,3 [2]	−2 149,5
3	**Financement**		
	Variation de l'encaisse	−75,5	+207,9
	Nouveaux emprunts	+2 761,8	+2 951,6
	Remboursements d'emprunts	−450,0	−1 010,0
	TOTAL	+2 236,3 [2]	+2 149,5



N.B. : Le signe (−) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.
Les notes aux pages 31 à 36 font partie intégrante des états financiers.

[1] Les revenus totaux sont constitués des montants crédités au Fonds consolidé du revenu et au Fonds des services de santé, alors que les dépenses comprennent les montants imputés à ces deux fonds.
[2] Excluant les montants portés à la dette nette au 1er avril 1982 lors de l'intégration des opérations de l'Office des autoroutes du Québec aux opérations du Gouvernement.

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES

Les opérations budgétaires regroupent les transactions afférentes aux revenus et dépenses du Gouvernement, y compris celles relatives aux dépenses en capital.

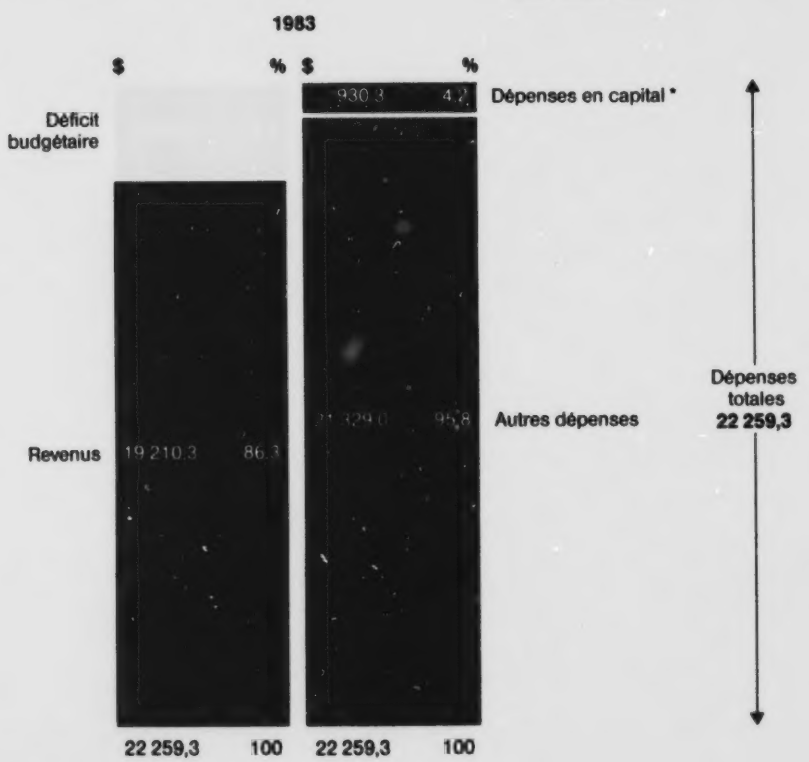
Le résultat net de l'ensemble de ces opérations a une incidence directe sur la dette nette.

1

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983

(MILLIONS $)

	1983	1982
Revenus	19 210,3	17 471,6
Dépenses	22 259,3	20 359,8
Déficit des opérations budgétaires	3 049,0	2 888,2



* Dont 394 738 000 $ par paiement de transfert.

Les notes aux pages 31 à 36 font partie intégrante des états financiers.

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIERS $)

REVENUS
DÉTAIL

	Total		Variation	
	1983	1982	$	%
Impôts sur le revenu et les biens				
Impôt sur le revenu des particuliers	6 311 283	6 053 121	258 162	4,3
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	1 337 141	1 275 031	62 110	4,9
Impôt des sociétés[1]	898 353	1 010 474	(112 121)	(11,1)
Droits de successions	44 985	37 777	7 208	19,1
	8 591 762	8 376 403	215 359	2,6
Taxes à la consommation				
Ventes au détail	1 936 670	1 771 300	165 370	9,3
Carburants	1 194 893	826 934	367 959	44,5
Tabacs	277 048	228 557	48 491	21,2
Repas et hôtellerie	249 258	236 593	12 665	5,4
Autres[2]	89 211	79 200	10 011	12,6
	3 747 080	3 142 584	604 496	19,2
Droits et permis				
Véhicules automobiles	285 439	224 724	60 715	27,0
Boissons alcooliques	58 855	62 810	(3 955)	(6,3)
Ressources naturelles	86 451	143 205	(56 754)	(39,6)
Pari mutuel	31 492	33 295	(1 803)	(5,4)
Autres	65 059	51 920	13 139	25,3
	527 296	515 954	11 342	2,2
Revenus divers				
Ventes de biens et services	217 698	143 653	74 045	51,5
Intérêts	294 584	249 434	45 150	18,1
Amendes, confiscations et recouvrements	95 545	90 168	5 377	6,0
	607 827	483 255	124 572	25,8
Transferts des sociétés d'État				
Société des alcools du Québec	275 000	225 000	50 000	22,2
Société des loteries et courses du Québec	162 000	150 000	12 000	8,0
Hydro-Québec	7 000	6 900	100	1,4
	444 000	381 900	62 100	16,3
Total des revenus autonomes	13 917 965	12 900 096	1 017 869	7,9
Transferts du gouvernement du Canada				
Péréquation	3 071 912	2 317 823	754 089	32,5
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 101 329	1 225 826	(124 500)	(10,2)
Contributions aux programmes de bien-être	822 828	663 675	159 153	24,0
Autres programmes	296 233	364 154	(67 919)	(18,7)
Total des transferts du gouvernement du Canada	5 292 301	4 571 478	720 823	15,8
Total des revenus	19 210 266	17 471 574	1 738 692	10,0

Les notes aux pages 31 à 36 font partie intégrante des états financiers.

[1] Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital, primes d'assurance et places d'affaires.

[2] Comprend la taxe sur les communications et sur la publicité électronique.

OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIERS $)

CRÉDITS, DÉPENSES ET VARIATIONS
SOMMAIRE PAR MINISTÈRE

Ministères	Crédits initiaux +	Crédits supplémentaires et mandats spéciaux +	Virements et transferts de juridiction +,(−)	Crédits autorisés =
1 Affaires culturelles	118 729		5 585	124 314
2 Affaires intergouvernementales	52 398		152	52 550
3 Affaires municipales	413 011	8 069	17 579	438 659
4 Affaires sociales	5 211 665[1]		111 445	5 323 110
5 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	468 821	7 222	3 394	479 437
6 Assemblée nationale	47 528		269	47 797
7 Commerce extérieur		7 500[2]		7 500
8 Commission administrative du régime de retraite	636 027			636 027
9 Communautés culturelles et Immigration	24 562		15 686	40 248
10 Communications	157 967	1 263	3 781	163 011
11 Conseil exécutif	116 449		60 259	176 708
12 Conseil du trésor	9 685		464	10 149
13 Éducation	6 506 088		53 103	6 559 191
14 Énergie et Ressources	258 223	3 278	16 678	278 179
15 Environnement	110 685		10 615	121 300
16 Finances	2 423 997	40 000	(363 710)	2 100 287
17 Fonction publique	150 955		(148)	150 807
18 Habitation et Protection du consommateur	253 253		13 595	266 848
19 Industrie, Commerce et Tourisme	174 364		714	175 078
20 Institutions financières et Coopératives	19 649		242	19 891
21 Justice	616 608	9 325	515	626 448
22 Loisir, Chasse et Pêche	206 084	900	14 570	221 554
23 Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1 952 668	152 129	(6 283)	2 098 514
24 Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 313 880[1]			1 313 880
25 Revenu	225 976		71	226 047
26 Transports	1 498 693	61 120	(3 323)	1 556 490
27 Travail			13 744	13 744
28 Travaux publics et Approvisionnement	317 035		408	317 443
	23 285 000	290 806	(30 595)	23 545 211
Plus : Prêts, placements et avances				
1 Affaires culturelles			2 508	2 508
5 Agriculture, Pêcheries et Alimentation			1 199	1 199
10 Communications	2 500			2 500
13 Éducation	4 250			4 250
14 Énergie et Ressources	625		200	825
19 Industrie, Commerce et Tourisme	8 000		5 885	13 885
20 Institutions financières et Coopératives	600			600
22 Loisir, Chasse et Pêche			3	3
23 Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu			9 400	9 400
26 Transports			11 400	11 400
	15 975		30 595	46 570
	23 300 975	290 806	0	23 591 781

	Variations		Avances et fonds locaux	Dépenses totales (y compris dépenses en capital)	Dépenses en capital		
	Crédits non utilisés (−)	Dépassements aux crédits permanents +	(−)	=	Par le Gouvernement	Par paiement de transfert	Total
1	3 461		45	120 788	3 533	8 870	12 403
2	5 309		727	46 514	196		196
3	16 740		10	421 909	179	72 859	73 038
4	129 469	596	12	5 194 227	194	63 465	63 659
5	57 955	688	148	422 022	4 373	63 955	68 328
6	1 996		10	45 791	264		264
7	2 582		135	4 783	39		39
8	28 095	438	4	608 366	17		17
9	5 207		14	35 027	233		233
10	3 309	38	20	154 720	2 109	240	2 349
11	37 445		53	139 210	625	9 872	10 497
12	869		1	9 279	56		56
13	456 505	6 264	18	6 108 932	1 037	8 809	9 846
14	28 793	9	50	249 345	26 056	35 128	61 184
15	9 885		36	111 379	3 728	738	4 466
16	136 037	1 558	6	1 965 802	88		88
17	4 741		25	146 041	71		71
18	19 687		22	247 139	287	19 586	19 873
19	30 492	13 409	38	157 957	625	71 776	72 401
20	2 415	322	1	17 797	30		30
21	24 884	1 267	1 254	601 597	7 586		7 586
22	15 175	20	116	206 281	24 696	11 253	35 949
23	37 791	96	2 149	2 058 670	1 978	1 341	3 319
24	151 260			1 162 620		1 365	1 365
25	15 528	11 072	57	221 534	741		741
26	67 835	293	303	1 488 645	390 087	25 481	415 568
27	2 673	238	5	11 304	34		34
28	15 863	347	310	301 617	66 704		66 704
	1 317 001	36 657	5 571	22 259 296	535 566	394 738	930 304
1				2 508			
5				1 199			
10				2 500			
13	404			3 846			
14				825			
19	4 566			9 319			
20	450			150			
22	1			2			
23				9 400			
26				11 400			
	5 421			41 149			
	1 322 422[3]	[illegible]	5 571	22 300 445	535 566	394 738	930 304

[1] Inclut les contributions du Fonds des services de santé.
[2] Loi sur le ministère du Commerce extérieur, L.Q. 1982, c. 50, entrée en vigueur le 12 janvier 1983.
[3] Dont 329,0 millions $ pour la suspension du droit d'engager des crédits (principalement pour la compression des rémunérations des secteurs public et parapublic).

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET PAR MISSION
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIERS $)

Ministères	Mission économique		Mission éducative et culturelle	
	1983	1982	1983	1982
Affaires culturelles			120 788	106 220
Affaires intergouvernementales				
Affaires municipales	56 017	56 949		
Affaires sociales				
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	422 022	373 932		
Assemblée nationale				
Commerce extérieur	4 783	2 129		
Commission administrative du régime de retraite			359 975	321 998
Communautés culturelles et Immigration	23 801	21 270	11 226	10 745
Communications	7 527	7 313	50 361	43 937
Conseil exécutif	7 985	8 245	1 800	1 650
Conseil du trésor				
Éducation			6 106 795	5 948 424
Énergie et Ressources	227 344	234 090		
Environnement	101 414	80 860		
Finances				
Fonction publique				
Habitation et Protection du consommateur				
Industrie, Commerce et Tourisme	157 957	142 242		
Institutions financières et Coopératives	12 053	11 696		
Justice				
Loisir, Chasse et Pêche	39 214	34 673	167 067	156 946
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	42 190	42 321		
Régie de l'assurance-maladie du Québec				
Revenu	7 639	4 146		
Transports	1 220 105	1 119 738	253 229	224 884
Travail	10 215	10 988		
Travaux publics et Approvisionnement				
	2 340 246	2 150 592	7 071 241	6 816 804
Variations en milliers $	189 654		254 437	
Variations en %	8,8%		3,7%	

Mission sociale		Mission gouvernementale et administrative		Total	
1983	1982	1983	1982	1983	1982
				120 788	108 220
		46 514	44 776	46 514	44 776
		365 892	353 775	421 909	410 724
5 194 227	4 544 241			5 194 227	4 544 241
				422 022	373 932
		45 791	41 859	45 791	41 859
				4 783	2 129
		248 391	236 174	608 366	558 172
				35 027	32 015
		96 832	88 221	154 720	139 471
62 948	51 091	66 497	79 316	139 210	140 302
		9 279	7 299	9 279	7 299
		2 137	1 935	6 108 932	5 950 359
		22 001	20 475	249 345	254 565
9 965	8 977			111 379	89 837
		1 965 802	1 713 852	1 965 802	1 713 852
		146 041	133 210	146 041	133 210
228 042	184 220	19 097	17 852	247 139	202 072
				157 957	142 242
		5 744	5 193	17 797	16 889
11 592	9 497	590 005	551 208	601 597	560 705
				206 281	191 619
2 002 645	1 618 911	13 835	13 649	2 058 670	1 674 881
1 162 620	1 173 436			1 162 620	1 173 436
21 192	20 290	192 703	176 353	221 534	200 789
		15 311	16 323	1 488 645	1 360 945
1 069	1 069			11 304	12 057
		301 617	279 209	301 617	279 209
8 694 320	7 611 732	4 153 489	3 780 679	22 259 296	20 359 807
1 082 588 14,2%		372 810 9,9%		1 839 489 9,3%	

Les notes aux pages 31 à 36 font partie intégrante des états financiers.

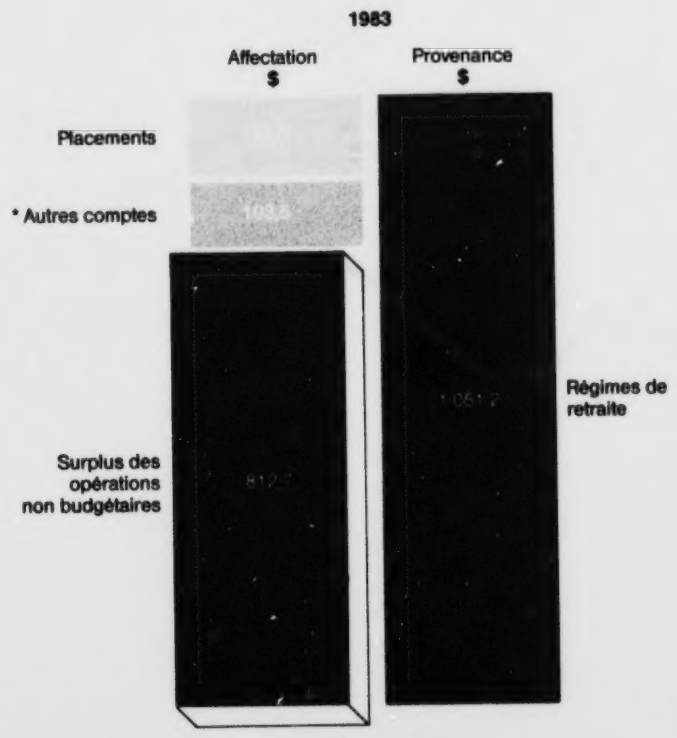
OPERATIONS NON BUDGETAIRES

2

Cette categorie d'operations regroupe les activites de placements, les operations du compte des regimes de retraite de même que les variations des comptes du fonds de roulement du Gouvernement (Autres comptes*), à l'exception de l'encaisse.

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIONS $)

	1983	1982
Placements – actions, obligations, billets, prêts et avances	−135,0	−115,0
Compte des régimes de retraite	+1 051,2	+1 007,3
* Autres comptes	−103,5	−153,6
Surplus des opérations non budgétaires	+812,7	+738,7



N.B. : Le signe (−) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.
Les notes aux pages 31 à 36 font partie intégrante des états financiers.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIERS $)

PLACEMENTS

SOMMAIRE	Actions	Obligations et billets	Prêts et avances	Total
Entreprises du gouvernement du Québec	104 450	5 010	(13 178)	96 282
Municipalités et organismes municipaux		(1 565)	12	(1 553)
Particuliers, sociétés et autres	2		40 306	40 308[2]
	104 452	3 445	27 140	135 037[2]

DÉTAIL	Déboursés[1]	Recettes	Redressements	Total
Entreprises du gouvernement du Québec				
ACTIONS ET MISE DE FONDS				
Raffinerie de sucre du Québec	5 000		13 000[3]	18 000
Société de développement autochtone de la Baie James	250			250
Société de développement des industries de la culture et des communications	2 500			2 500
Société générale de financement du Québec	40 000			40 000
Société nationale de l'amiante	12 200			12 200
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	5 000			5 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières	26 500			26 500
	91 450		13 000	104 450
OBLIGATIONS				
Société d'habitation du Québec	445	726	5 291[4]	5 010
PRÊTS ET AVANCES[5]				
Office de l'électrification rurale		444		(444)
Office du crédit agricole du Québec		16 525		(16 525)
Raffinerie de sucre du Québec			(2 000)[3]	(2 000)
Régie de l'assurance automobile du Québec	27	388		(361)
Sidbec	146 732	138 753	2 068[6]	10 047
Société de développement coopératif	2 000			2 000
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	1 000	5 320		(4 320)
Société d'habitation du Québec	1 790	304	(5 291)[4]	(3 805)
Société du parc industriel du centre du Québec	1 930			1 930
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	300			300
	153 779	161 734	(5 223)	(13 178)
	245 674	162 460	13 068	96 282

DÉTAIL (suite)	Déboursés[1]	Recettes	Redressements	Total
Municipalités et organismes municipaux				
OBLIGATIONS ET BILLETS		1 565		(1 565)
PRÊTS ET AVANCES		68	80[5]	12
		1 633	80	(1 553)
Particuliers, sociétés et autres				
ACTIONS ET MISE DE FONDS				
Dentrite Associates Inc.	2			2
	2			2
PRÊTS ET AVANCES *				
Particuliers				
Étudiants	3 846	1 374	660[6]	3 132
Pêcheurs	5 061	2 078		2 983
	8 907	3 452	660	6 115
Sociétés et autres	41 145	6 362	(592)[7]	34 191
	50 052	9 814	68	40 306
	50 054	9 814	68	40 308[2]

* Excluant 369 692 486 $ de prêts et avances à l'Office des autoroutes du Québec radiés le 1er avril 1982 et 706 010 $ pour le fonds local transféré au ministère des Transports et dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

[1] Y compris les montants à payer.

[2] Excluant la variation de la provision pour créances irrécouvrables de 4 933 553 $ portée à la dette nette.

[3] Montant de 11 000 000 $ porté aux revenus et 2 000 000 $ transférés de prêts et avances à actions et mise de fonds.

[4] Montant de 5 290 488 $ transféré de prêts et avances à obligations et billets.

[5] Intérêts capitalisés.

[6] Montant de 674 331 $ porté aux revenus et 13 946 $ portés aux dépenses.

[7] Montant de 159 084 $ porté aux revenus et 751 306 $ portés aux dépenses.

OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIERS $)

COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
DÉTAIL

Régimes	Cotisations des participants et contributions de certains organismes		Contributions du Gouvernement à titre d'employeur		Pensions et autres paiements		Excédent
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	1 292		613 456		28 687		586 061
Régime de retraite des enseignants	104 286		361 241		150 968		314 559
Régime de retraite des fonctionnaires [1]	74 841 [1]		141 245 [2]		115 482		100 604 [2]
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	11 386		41 507		7 095		45 798
Régime de retraite des membres de la Législature	548		2 853		3 401		
Régime de retraite des juges et coroners	1 384		6 396		3 655		4 125
	193 737	+	1 166 698 [3]	(–)	309 288	=	1 051 147 [2]

[1] Y compris des contributions de certains organismes de 7 703 473 $ pour le service courant et 18 017 000 $ pour le service passé.
[2] Excluant 9 730 000 $ pour les obligations de l'Office des autoroutes du Québec, envers ce régime transférées au Gouvernement le 1er avril 1982 et dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

[3]

	Service courant [a]	Service passé	Intérêt [b]	Total
R.R.E.G.O.P.	353 909		259 547	613 456
Autres régimes				
Enseignants (R.R.E.)	119 035	162 304	79 902	361 241
Fonctionnaires (R.R.F.)	47 305	65 436	28 504	141 245
Membres de la Sûreté du Québec	15 940	15 246	10 321	41 507
Membres de la Législature	1 050	1 803		2 853
Juges et coroners	3 528	1 685	1 183	6 396
	540 767	246 474	379 457	1 166 698

[a] 140% des cotisations des employés à l'exception du R.R.E.G.O.P., du R.R.E. et du R.R.F. où la contribution du Gouvernement à titre d'employeur est égale à celle de l'employé depuis le 1er juillet 1982 (L.Q., 1982, c. 33).
[b] Intérêt sur le solde du compte au 31 mars précédent.

AUTRES COMPTES
DÉTAIL

	31 mars 1983	31 mars 1982	Montants portés à la dette nette	Variation [1]
Comptes d'actif:				
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	32 605	36 361	451 [2]	+4 207
Comptes à recevoir:				
Agents et mandataires	924 814	876 113		–48 701
Autres débiteurs	815 067	675 534	(103 844) [2,3]	–243 377
Intérêts courus	24 677	31 348	(6 947) [2]	–276
Comptes de passif:				
Chèques en circulation	331 894	197 864		+134 030
Avances des fonds en fidéicommis	48 645	43 733		+4 912
Compte d'accords de perception fiscale	181 381	177 411		+3 970
Comptes à payer	856 523	1 006 171	(2 173) [2]	–151 821
Intérêts courus	743 473	549 161	(713) [2]	+193 599
Excédent des comptes du passif sur les comptes de l'actif	(364 753)	(354 984)	(113 226)	–103 457

[1] Le signe (–) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.
[2] Actifs et passifs de l'Office des autoroutes du Québec transférés au Gouvernement le 1er avril 1982 et dont la contrepartie a été portée à la dette nette.
[3] Variation de la provision pour créances irrécouvrables au montant de 104 329 176 $.

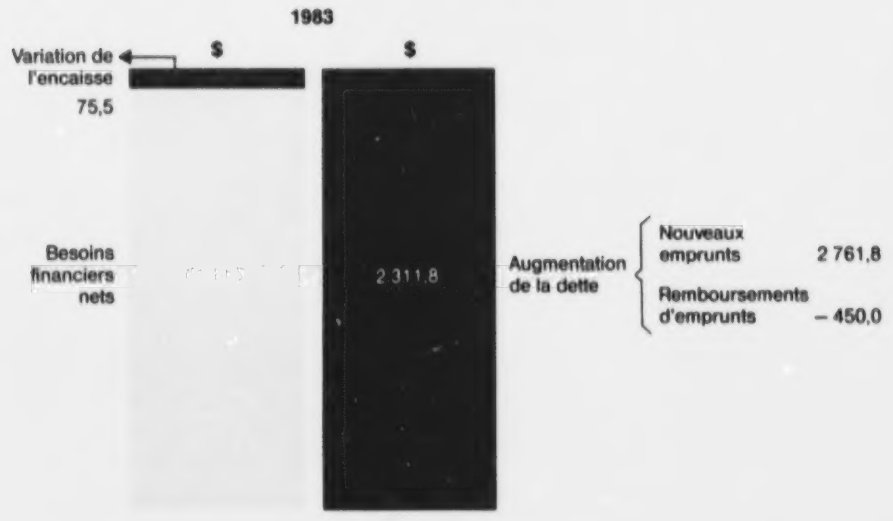
FINANCEMENT

Cette section démontre de quelle façon le Gouvernement a financé l'ensemble de ses opérations.

3

SOMMAIRE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIONS $)

	1983	1982
Variation de l'encaisse	(75,5)	207,9
Nouveaux emprunts		
Bons du trésor	315,0	620,0
Obligations négociables	1 672,0	1 839,8
Obligations remboursables à demande	680,6	231,1
Obligations non négociables	5,3	6,3
Autres emprunts	88,9	254,4
Total des nouveaux emprunts	2 761,8	2 951,6
Moins : remboursements d'emprunts	450,0	1 010,0
	2 311,8	1 941,6
Total	2 236,3	2 149,5



FINANCEMENT
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIERS $)

VARIATION DE L'ENCAISSE
DÉTAIL

	31 mars 1983	31 mars 1982	Variation*
Espèces en banque	37 605	37 591	–14
Placements temporaires	284 775	209 327	–75 448
Emprunts temporaires			
Encaisse	322 380	246 918	–75 462

* Le signe (–) indique une augmentation de l'encaisse

NOUVEAUX EMPRUNTS
DÉTAIL

	Montant en dollars canadiens	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt [1]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'acheteur	Rendement à l'acheteur [2]
Bons du trésor	315 000		Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
Obligations négociables	50 000		16,50*	1982-04-15	1989-04-15	100,00	15,87
	150 000		17,20	1982-07-30	1988-05-01	100,00	17,20
	64 203 [3]	30 000 L.S.	14,50*	1982-08-15	1989-08-15	100,00	14,01
	98 095 [3]	20 000 000 Yens	8,70	1982-08-27	1988 – 1992-08-27	100,00	8,70
	50 000		16,75*	1982-09-01	1988-09-01	100,00	16,10
	125 000		15,25	1982-09-08	1989-09-08	100,00	15,25
	61 844 [3]	50 000 $ É.-U.	14,25*	1982-10-07	1989-09-22	98,25	14,21
	150 000		14,45	1982-10-18	1989-04-18	100,00	14,45
	183 717 [3]	150 000 $ É.-U.	13,00*	1982-11-01	1990-11-01	100,00	12,60
	150 000		12,75	1982-11-10	1987-11-10	100,00	12,75
	50 000		13,75	1982-11-22	1992-11-23	100,00	13,75
	75 000		12,75	1982-12-22	1992-12-22	99,75	12,79
	85 000		12,75	1982-12-22	1992-12-22	98,75	12,91
	40 000		13,25	1982-12-22	2002-12-22	98,30	13,48
	60 761 [3]	100 000 F.S.	5,75*	1982-12-29	1985 – 1992-12-29	100,00	5,67
	45 641 [3]	100 000 F.N.	7,50*	1983-02-15	1988-02-15	99,00	7,61
	57 719 [3]	50 000 E.C.U.	11,50*	1983-03-10	1989-03-10	100,00	11,19
	125 000		11,55	1983-03-15	1988-06-15	100,00	11,55
	50 000		12,35	1983-03-15	1993-03-15	100,00	12,35
	1 671 980						
Obligations remboursables à demande :	2 375		16,00-10,50[4]*	1981-06-01	1996-06-01	100,00	Divers [4]
	678 189		16,50-10,50[5]*	1982-06-01	1997-06-01	100,00	Divers [5]
	680 564						
Obligations non négociables :	5 321		12,01-16,53	1982-1983	2002-2003	100,00	12,01-16,53
Autres emprunts	33 404		8,50[6]*	1982-06-14	1988 – 1992-06-14	66,81	15,67
	55 545 [3]	25 000 L.S.	15,00	1982-07-09	1992-07-09	100,00	15,00
	88 949 [7]						
Total	2 761 814						

[1] Les intérêts sont payables semestriellement à l'exception des bons du trésor qui sont payables à la date d'échéance, des autres emprunts qui le sont à diverses périodes selon la convention de crédit et de ceux marqués d'un astérisque (*) qui le sont annuellement.
[2] Le rendement à l'acheteur est établi sur la base d'intérêt payable semestriellement.
[3] Équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts.
[4] Le taux d'intérêt de 16% sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1981 a été porté à 18% pour deux mois à compter du 1er août 1981, à 19½% à compter du 1er octobre 1981 et à 16,5% à compter du 1er octobre 1982 jusqu'au 31 mai 1983. À compter du 1er juin 1983, le taux d'intérêt sur cette émission est de 10,5% jusqu'à l'échéance.
[5] Le taux d'intérêt sur les obligations d'épargne émises le 1er juin 1982 est de 16,5% pour la première année puis de 10,5% jusqu'à l'échéance.
[6] Le taux effectif pour l'acheteur est 16,29% puisque les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale de 50 000 000 $ à l'échéance pour un capital versé de 33 404 500 $.
[7] Excluant un billet au montant de 50 583 068 $ moins un fonds d'amortissement de 23 500 660 $, émis à l'Office des autoroutes du Québec le 1er avril 1982 par le Ministre des Finances, à l'égard de la dette obligataire de l'entreprise, et dont la contrepartie a été portée à la dette nette.

REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS [1]

DÉTAIL

	Valeur nominale	
	Monnaie étrangère	Équivalent canadien [2]
Obligations		
Négociables :		
En monnaie du Canada		125 526 [3]
En monnaie des États-Unis	85 300 $ É.-U.	85 695
En monnaie de la République fédérale d'Allemagne	10 000 D.M.	3 123
En monnaie de la France	12 000 F.F.	2 415
En monnaie du Japon	1 000 000 Yens	3 268
En unités de compte européennes	1 000 U.C.E.	2 011
		222 038
Remboursables à demande :		
En monnaie du Canada		
Obligations d'épargne du Québec		163 418
Assumées		
En monnaie du Canada		826
En monnaie des États-Unis	2 651 $ É.-U.	2 684
		3 510
Autres emprunts		
En monnaie du Canada		
Gouvernement du Canada		2 198
Office des autoroutes du Québec		1 250
		3 448
Emprunts remboursés		392 414
Contributions aux fonds d'amortissement		57 561
		449 975

[1] Y compris les contributions aux fonds d'amortissement.

[2] À la date de réalisation des emprunts.

[3] Excluant 1 158 $ de contributions du fonds d'amortissement.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ACTIF ET PASSIF
31 MARS 1983

ACTIF
(MILLIERS $)

Page		1983	1982
	Espèces en banque	37 605	37 591
	Placements temporaires	284 775	209 327
	Espèces et effets en main et dépôts en circulation	32 606	36 361
39	Comptes à recevoir	1 739 881	1 551 647
	Intérêts courus (note 3)	24 677	31 348
		2 119 543	1 866 274
40	Placements – actions, obligations, billets, prêts et avances		
	Entreprises du gouvernement du Québec (notes 2 et 3)	6 252 203	6 525 613
	Municipalités et organismes municipaux	72 738	74 291
	Particuliers, sociétés et autres	153 340	117 260
		6 478 281	6 717 164
	Autres actifs	2 210	2 210
	TOTAL DE L'ACTIF	8 600 034	8 585 648
30	DETTE NETTE	14 225 644	10 652 655
		22 825 678	19 238 303

Le contrôleur des finances,

Guy Langlois, c.a.

Le sous-ministre des Finances,

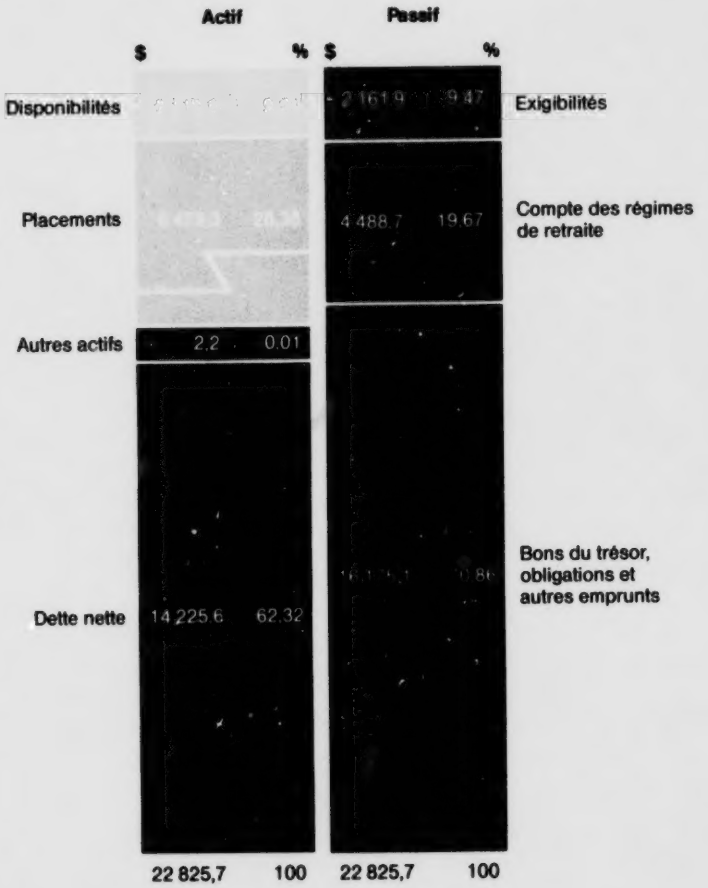
Robert Normand

ACTIF ET PASSIF

DETTE NETTE

4

SOMMAIRE
AU 31 MARS 1983
(MILLIONS $)



PASSIF
(MILLIERS $)

Page		1983	1982
	Chèques en circulation	331 894	197 864
	Avances des fonds en fidéicommis	48 645	43 733
42	Compte d'accords de perception fiscale	181 381	177 411
42	Comptes à payer (note 4)	856 523	1 006 171
	Intérêts courus	743 473	549 161
		2 161 916	1 974 340
43	Compte des régimes de retraite (note 5)	4 488 671	3 427 794
43	Bons du trésor	1 325 000	1 010 000
43	Obligations moins fonds d'amortissement (note 6)	13 252 934	11 338 747
43	Autres emprunts moins fonds d'amortissement (note 6)	1 597 157	1 487 422
		16 175 091	13 836 169
	TOTAL DU PASSIF	22 825 678	19 238 303

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

DETTE NETTE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIERS $)

	1983	1982
Solde au début	10 652 655	12 059 002
Déficit des opérations budgétaires	3 049 030	2 888 233
Intégration de l'Office des autoroutes du Québec (note 3)	414 696	
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	109 263	79 488
Inscription des actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980		(4 374 109)
Régularisation des autres actifs suite au recensement de 1981		41
Solde à la fin	14 225 644	10 652 655

Les notes complémentaires ci-jointes font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

1 – Conventions comptables

Les états financiers du gouvernement du Québec ont été préparés en conformité avec les conventions comptables apparaissant à la page 6.

Les états financiers du gouvernement du Québec présentent les comptes relatifs au Fonds consolidé du revenu lesquels n'intègrent que ceux du Fonds des services de santé figurant aux états financiers des fonds spéciaux administrés par le Gouvernement; ces derniers, à l'exception de celui mentionné, sont considérés comme ne relevant pas du Fonds consolidé du revenu.

À ces états, sont généralement inscrites les opérations financières des ministères listés à l'annexe 1 et celles des organismes figurant également à cette même annexe pour autant que leurs dépenses de fonctionnement imputables sur les crédits sont faites sur le Fonds consolidé du revenu et leurs revenus y sont généralement crédités. Cette liste exclut les organismes et les entreprises d'État qui bénéficient de paiements de transfert à même ce Fonds lorsque ces paiements ne s'accompagnent d'aucune contrepartie directe en biens et services acquis par le Gouvernement.

Les comptes des entreprises du gouvernement du Québec énumérées à l'annexe 2 sont présentés à leurs propres états financiers et conséquemment, sont exclus de ceux du Gouvernement, sauf pour leurs transactions ayant transité au Fonds consolidé du revenu.

2 – Placements

Les placements dans les entreprises du gouvernement du Québec sont inscrits comme suit:

	1983	1982
	(millions $)	(millions $)
Hydro-Québec – au montant de ses réserves au 31 décembre 1980	4 374,1	4 374,1
Autres – au coût	1 878,1	2 151,5
	6 252,2	6 525,6

La Loi sur l'Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5 et modifications) stipule que le total des réserves d'Hydro-Québec au 31 décembre 1980 est imputé au paiement total de 43 741 090 actions attribuées au Ministre des Finances. Jusqu'au 31 décembre 1980, les bénéfices nets accumulés d'Hydro-Québec étaient attribués à des réserves pour le renouvellement du réseau, pour éventualités et pour stabilisation de taux. Le Gouvernement a comptabilisé les actions qui lui ont été attribuées au montant porté au capital-actions émis d'Hydro-Québec; le compte placements dans les entreprises du gouvernement du Québec a été ainsi augmenté en 1982 de 4 374,1 millions $ et la dette nette réduite d'autant.

À titre d'information, l'annexe 2 montre l'Avoir du Gouvernement dans ses entreprises au montant de 7 373,7 millions $ (7 048,6 millions $ en 1982), y compris 62,9 millions $ en 1983 pour celles dans lesquelles il n'a pas d'apport. Cet avoir comprend les montants inscrits au 31 mars 1983 augmentés des excédents et des réserves accumulés par certaines entreprises et diminués des déficits accumulés par d'autres.

3 – Intégration de l'Office des autoroutes du Québec

La Loi modifiant la Loi sur les autoroutes et d'autres dispositions législatives entrée en vigueur le 1er janvier 1983 (chapitre 49 des lois de 1982) a intégré les opérations de l'Office des autoroutes du Québec au ministère des Transports. Ce changement de vocation de l'Office a pris effet le 1er avril 1982 tel que stipulé dans la Loi.

L'Office n'a conservé comme seul objet que le remboursement de sa dette à long terme constituée des obligations à payer de 50,6 millions $ le 1er avril 1982 autrefois garanties par le Gouvernement et le paiement des intérêts courus à cette date de 0,7 million $, le tout diminué du fonds d'amortissement accumulé à la même date de 23,5 millions $. Le Ministre des Finances a souscrit en faveur de l'Office un billet de 27,8 millions $ comportant les termes, les taux d'intérêt et les autres conditions compatibles avec la complète exécution de l'obligation de l'Office relative au remboursement de sa dette à long terme. La contrepartie de ce billet a été portée à la dette nette tandis que la totalité de la dette à long terme de l'Office a été inscrite aux autres emprunts du Gouvernement. Les intérêts courus sur cette dette et le solde du fonds d'amortissement dont la gestion a été confiée au Ministre des Finances ont été inscrits comme tels aux comptes du Gouvernement.

En conformité de la Loi précitée, les avances à recevoir de l'Office au 31 mars 1982 inscrites aux comptes placements dans les entreprises du Gouvernement, au montant de 369,7 millions $, et les intérêts courus sur ces avances à cette date, au montant de 6,9 millions $, ont été radiés des livres le 1er avril 1982 et leur contrepartie totalisant 376,6 millions $ a été aussi portée au compte de la dette nette.

Les autres éléments de l'actif réalisable et du passif de l'Office au 1er avril 1982 ont été intégrés aux comptes du Gouvernement et l'écart entre l'actif et le passif ainsi comptabilisés a été également inscrit à la dette nette, soit:

	(millions $)
Éléments de l'actif réalisable	
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	0,4
Comptes à recevoir	0,5
Placements – Particuliers, sociétés et autres	0,7
	1,6
Éléments du passif	
Comptes à payer	2,2
Compte des régimes de retraite	9,7
	11,9
Écart entre l'actif et le passif comptabilisés	10,3

Les immobilisations de l'Office de 451,2 millions $ transférées au Gouvernement le 1er avril 1982 apparaissent à la liste des biens en capital publiée au volume 2 des Comptes publics. Ces immobilisations n'ont donc pas été comptabilisées à l'actif du Gouvernement conformément aux conventions comptables en usage. Il en est de même du montant des frais reportés de l'Office le 1er avril 1982 et de la valeur des stocks de matériaux et de fournitures détenus par l'Office à cette date et transférés au Gouvernement.

Sommaire des transactions relatives à cette intégration affectant la dette nette:

	(millions $)
Émission d'un billet à payer	27,8
Radiation des avances et des intérêts courus à recevoir de l'Office	376,6
Écart entre l'actif et le passif comptabilisés	10,3
	414,7

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)

4 – Comptes à payer

Le montant de 856,5 millions $ représente la partie non acquittée du coût des opérations du Gouvernement comptabilisée au 31 mars 1983 (1 006,2 millions $ en 1982). Cependant, en raison de certaines dispositions des conventions comptables et de la Loi sur l'administration financière, il arrive que, tant au cours des années antérieures qu'au cours de l'année courante, des dépenses encourues n'aient pu être imputées sur un crédit et être portées aux comptes à payer. L'estimation de ces comptes à payer non inscrits au 31 mars 1983 apparaît à l'annexe 3 et s'élève à 1 343,8 millions $ (1 431,3 millions $ en 1982).

5 – Compte des régimes de retraite

Ce passif est composé d'un montant de 2 930,7 millions $ pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et d'un montant de 1 558,0 millions $ pour les autres régimes. En 1982, les soldes se chiffraient respectivement à 2 344,6 et 1 083,2 millions $.

a) Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Le montant de 2 930,7 millions $ ne comprend pas les obligations du Gouvernement relatives aux participants des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants qui ont opté pour ce Régime et celles découlant des crédits de rentes octroyés à certains retraités du secteur des Affaires sociales. L'estimation de ces obligations du Gouvernement par la Commission administrative du régime de retraite est de 841,3 millions $ au 31 décembre 1982, et elle est basée sur les données de population et les hypothèses utilisées pour leur évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 1981 et dont le montant s'élevait à 762,7 millions $ à cette date. Cette estimation tient compte des opérations financières effectuées au cours de l'année 1982.

De plus, il ne comprend pas les obligations du Gouvernement relatives aux régimes supplémentaires de rentes dont l'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 1981 s'élevait à 28,2 millions $ de même celles de 427,7 millions $ représentant l'insuffisance de la contribution du Gouvernement au titre des intérêts depuis l'avènement du Régime soit le 1er juillet 1973.

b) Autres régimes de retraite

Au 31 mars 1983, le montant inscrit aux livres du Gouvernement à l'égard du passif de ces régimes de retraite est de 1 558,0 millions $ (1 083,2 millions $ en 1982).

Les obligations envers les participants des régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de la Sûreté du Québec, de la Législature et de la Magistrature sont à la charge du Gouvernement. La Commission administrative du régime de retraite dont l'année financière correspond à l'année civile, a estimé le passif envers ces régimes à 10 733,6 millions $ au 31 décembre 1982, basé sur les données de population de 1981. Au 31 décembre 1981, cette estimation était de 10 545,8 millions $ basée sur les données de population de 1978. Cependant, cette dernière estimation a été révisée à 9 640,8 millions $ selon les évaluations actuarielles basées sur les données de population de 1981 ainsi que sur les hypothèses alors retenues.

De plus, la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite, (chapitre 33 des lois de 1982) a eu pour effet de modérer la progression du déficit des régimes de retraite à l'égard du service postérieur au 30 juin 1982 que l'on aurait obtenu autrement, et partant du passif actuariel. En effet, cette Loi a principalement pour objet de diminuer annuellement les dépenses budgétaires et les besoins financiers du Gouvernement à l'égard du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et des régimes de retraite des fonctionnaires et des enseignants. Tout en préservant les droits acquis des pensionnés et des participants de ces régimes, la Loi prévoit pour le service futur seulement, les principales modifications suivantes :

- Les coûts des régimes sont partagés également à compter du 1er juillet 1982 entre l'employé et l'employeur.
- Pour la portion de la pension reliée aux années de service acquises après le 30 juin 1982, l'indexation de la pension est calculée selon l'augmentation de l'indice des prix à la consommation réduite de 3%.

6 – Obligations et autres emprunts en monnaie étrangère

Les obligations et autres emprunts en monnaie étrangère sont inscrits en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation et d'acceptation des dettes. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1983 avaient été appliqués à ces obligations et autres emprunts, ces dettes auraient été augmentées de 306,2 millions $ (341,9 millions $ en 1982), dont 5,9 millions $ pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1983-1984.

7 – Passifs éventuels et engagements financiers

Les emprunts garantis par le Gouvernement s'élèvent à 19 432,4 millions $ au 31 mars 1983 (17 838,4 millions $ en 1982), dont 17 611,4 millions $ en 1983 se rapportent aux emprunts d'Hydro-Québec. Les engagements financiers totalisent 7 131,8 millions $ à cette date (6 735,8 millions $ en 1982). Ces passifs éventuels et engagements financiers sont présentés sommairement à l'annexe 4.

8 – Chiffres comparatifs

Au cours de l'année financière 1982-1983, le Gouvernement a changé la dénomination d'un ministère et a procédé à des transferts de services entre ministères. C'est ainsi que le ministère du Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu est devenu le ministère de la Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu et le ministère du Travail a été créé le 16 décembre 1982.

De plus, le ministère de l'Habitation et Protection du consommateur s'est vu confier la responsabilité dans le domaine de la sécurité dans les édifices publics qui était auparavant au ministère du Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu. La Charte de la langue française a été transférée à compter du 9 septembre 1982 du ministère de l'Éducation au ministère des Communautés culturelles et Immigration et l'Office des services de garde à l'enfance a été transféré du ministère des Affaires sociales au ministère du Conseil exécutif à compter du 1er avril 1982.

Par ailleurs, le Service du commerce extérieur qui, auparavant était au ministère de l'Industrie, Commerce et Tourisme, a été transféré pour une période de deux mois au Conseil exécutif et, par la suite, le ministère du Commerce extérieur a été créé. Un budget lui a été accordé par le Gouvernement à même le Fonds consolidé du revenu pour la période du 19 janvier au 31 mars 1983.

Enfin, l'administration de la Loi sur le courtage immobilier a été transférée du ministère des Institutions financières et Coopératives au ministère de l'Habitation et Protection du consommateur à compter du 2 février 1983.

Pour tenir compte de cette nouvelle dénomination, des transferts de juridiction et de certaines autres reclassifications budgétaires, les données financières comparatives de 1982 ont été redressées au besoin pour correspondre à la présentation des états financiers de 1983.

L'intégration des opérations de l'Office des autoroutes du Québec au 1er avril 1982 n'a pas été appliquée rétroactivement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT

ANNEXE 1

Affaires culturelles
- Bureau de surveillance du cinéma
- Commission des biens culturels

Affaires intergouvernementales

Affaires municipales
- Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
- Commission municipale du Québec
- Commission nationale de l'aménagement

Affaires sociales
- Conseil des affaires sociales et de la famille

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Office du crédit agricole du Québec
- Régie des assurances agricoles du Québec
- Régie des grains du Québec
- Régie des marchés agricoles du Québec

Assemblée nationale

Commerce extérieur

Commission administrative du régime de retraite

Communautés culturelles et Immigration
- Commission d'appel de francisation des entreprises
- Commission de surveillance de la langue française
- Commission de toponymie
- Conseil de la langue française
- Office de la langue française

Communications
- Commission d'accès à l'information
- Régie des services publics

Conseil exécutif
- Conseil de la politique scientifique du Québec
- Conseil du statut de la femme
- Commission de la représentation
- Office de planification et de développement du Québec
- Office des personnes handicapées du Québec
- Office des services de garde à l'enfance

Conseil du trésor

Éducation
- Conseil des collèges
- Conseil des universités
- Conseil supérieur de l'éducation
- Office des professions du Québec

Énergie et Ressources
- Régie de l'électricité et du gaz

Environnement
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Conseil consultatif de l'environnement

Finances
- Curatelle publique (du 1er avril 1982 au 16 décembre 1982)

Fonction publique
- Commission de la fonction publique
- Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique

Habitation et Protection du consommateur
- Office de la protection du consommateur
- Régie des entreprises de construction du Québec
- Régie du logement
- Société d'habitation du Québec

Industrie, Commerce et Tourisme
- Société de développement industriel du Québec
- Société du parc industriel du centre du Québec

Institutions financières et Coopératives
- Commission des valeurs mobilières du Québec
- Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Justice
- Commission de police du Québec
- Commission de refonte des lois et des règlements
- Commission des droits et libertés de la personne du Québec
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Comité de la protection de la jeunesse
- Protection civile du Québec
- Régie des permis d'alcool du Québec
- Tribunal de l'expropriation

Loisir, Chasse et Pêche
- Régie de la sécurité dans les sports

Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
- Commission des affaires sociales

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Revenu
- Régie des loteries et courses du Québec

Transports
- Commission des transports

Travail
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
- Conseil des services essentiels

Travaux publics et Approvisionnement

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
AVOIR DANS LES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC [1]

ANNEXE 2

(MILLIERS $)

Nom de l'entreprise	Montant inscrit au 31 mars 1983	Excédents, réserves ou (déficits) accumulés [2]	Avoir du Gouvernement	
			1983	1982
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT DÉTIENT UN PLACEMENT				
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000	10 000
Hydro-Québec (1982-12-31)	4 374 109	1 344 616	5 718 725	4 926 037
Office de l'électrification rurale	2 111		2 111	2 555
Office des autoroutes du Québec				415 228
Office du crédit agricole du Québec	184 550	3 139	187 689	203 625
Raffinerie de sucre du Québec	18 000	(2 681)	15 319	13 013
Régie de l'assurance automobile du Québec				361
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6 400		6 400	6 400
Sidbec (1982-12-31)	603 496	(394 785)	208 711	350 401
Société d'aménagement de l'Outaouais	35 113	(22 845)	12 268	16 918
Société de cartographie du Québec	3 000	(1 160)	1 840	2 497
Société de développement autochtone de la Baie James	2 750		2 750	2 500
Société de développement coopératif	20 620	262	20 882	18 892
Société de développement de la Baie James (1982-12-31)	60 000	2 537	62 537	63 267
Société de développement des industries de la culture et des communications	11 000	(765)	10 235	8 012
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(10 032)	64 634	63 429
Société de développement industriel du Québec	32 944	11 199	44 143	47 411
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec – Rexfor	73 730	14 257	87 987	97 226
Société des alcools du Québec (1983-03-26)	30 000	14 773	44 773	33 037
Société des loteries et courses du Québec	170	10 891	11 061	9 646
Société des traversiers du Québec	1 500	568	2 068	1 966
Société d'habitation du Québec (1982-12-31)	148 726	7 244	155 970	152 195
Société du parc industriel du centre du Québec	39 986	(2 315)	37 671	35 932
Société générale de financement du Québec (1982-12-31)	206 934	41 047	247 981	218 390
Société nationale de l'amiante	49 097	(18 141)	30 956	35 556
Société québécoise d'exploration minière – Soquem	89 000	49 743	138 743	131 080
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires – Soquia	40 300	1 391	41 691	43 292
Société québécoise d'initiatives pétrolières – Soquip	134 000	(205)	133 795	105 269
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	9 767	9 768	5 903
	6 252 203	1 058 505	7 310 708	7 020 038
ENTREPRISES DANS LESQUELLES LE GOUVERNEMENT NE DÉTIENT PAS DE PLACEMENT				
Centre de recherche industrielle du Québec		16 354	16 354	12 084
Corporation d'hébergement du Québec		29 685	29 685	10 245
Société de la Place des Arts de Montréal (1982-09-01)		9 794	9 794	
Société de radio-télévision du Québec (1982-08-31)		7 039	7 039	6 352
Société du Grand Théâtre de Québec (1982-08-31)		(215)	(215)	(145)
Société du Palais des Congrès de Montréal		286	286	
		62 943	62 943	28 536
	6 252 203	1 121 448	7 373 651	7 048 574

[1] Les entreprises énumérées sont celles dont la majorité des administrateurs sont nommés par le Gouvernement à l'exception de la Société de développement autochtone de la Baie James. Ne sont pas compris, par ailleurs, les organismes gestionnaires de fonds d'assurance et ceux de type fiduciaire à l'exception des apports du Gouvernement consentis sous forme de dotation et d'avances au Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, à la Régie de l'assurance automobile du Québec et à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

[2] Au 31 mars 1983, sauf lorsque indiqué à une autre date à la suite du nom de l'entreprise. Ces excédents et réserves accumulés ou déficits sont ceux apparaissant aux états financiers des entreprises selon les conventions comptables qui prévalent pour chacune d'elles, lesquelles diffèrent substantiellement de celles du Gouvernement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
ESTIMATION DES COMPTES À PAYER NON INSCRITS AU 31 MARS 1983 — ANNEXE 3

(MILLIERS $)

POUR DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET DE CAPITAL ENCOURUES AU 31 MARS 1983 ET NON COMPTABILISÉES			1983	1982
Marchandises livrées et services rendus			11 007	21 954
Idemnités d'expropriations afférentes à des biens dont le Gouvernement avait pris ou pouvait légalement prendre possession avant le 1er avril			38 695	49 636
Solde dû sur les biens achetés à terme			3 331	3 807
			53 033	75 397
POUR DES DÉPENSES DE TRANSFERT AFFÉRENTES À DES FRAIS ENCOURUS AU 31 MARS 1983 ET NON COMPTABILISÉES				
À verser aux commissions scolaires et aux institutions qui opèrent à budget dans le cadre de politiques ministérielles, y compris le transport scolaire	Année 1982-1983 [1]	Années antérieures [1]		
Institutions de santé et établissements de services sociaux	55 516 [2]		55 516 [2]	
		345 631 [2]	345 631 [2]	429 698 [2]
			401 147	429 698
Commissions scolaires				
Fonctionnement	(71 036) [3]		(71 036) [3]	(19 649) [3]
		469 238 [4]	469 238 [4]	403 920 [4]
		210 621 [5]	210 621 [5]	239 368 [5]
			608 823	623 639
Transport	45 990 [6]	11	46 001	49 574
Collèges d'enseignement général et professionnel	49 292 [6]		49 292	48 287
Universités	74 087 [6]		74 087	70 482
Institutions privées d'enseignement	25 186 [6]		25 186	19 561
	173 035	1 025 501	1 204 536	1 241 241
À VERSER À DES COMMISSIONS DE TRANSPORT POUR LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT			62 991 [7]	87 862
À VERSER À DIVERS ORGANISMES ET PERSONNES			23 209	26 769
			86 200	114 631
			1 343 769	1 431 269

[1] Des institutions subventionnées.

[2] Ces arrérages accumulés au cours des années 1974 à 1983 sont susceptibles d'être révisés suite au parachèvement des travaux d'analyse des états financiers des institutions de santé et des établissements de services sociaux. Des surplus à récupérer de 37,0 millions $ en 1983 et de 16,3 millions $ en 1982 ont été diminués des déficits accumulés. Au cours de 1982-1983, une somme de 90,1 millions $ a été versée sur les arrérages au 31 mars 1982 révisés pour un montant plus élevé de 6,0 millions $.

[3] Excédent des dépenses de transfert imputées sur les crédits par rapport aux dépenses de fonctionnement encourues au cours de l'année financière du Gouvernement.

[4] En 1983, pour le dernier versement de 15% pour l'année scolaire 1981-1982 et en 1982 celui pour l'année scolaire 1980-1981.

[5] Arrérages pour les années scolaires 1979-1980 et antérieures dont 28,7 millions $ ont été versés en 1982-1983. Le solde de ces arrérages est prévu être remboursé d'ici le 31 mars 1987.

[6] Les dépenses à payer proviennent de la différence entre le coût réel des frais encourus par les institutions durant les années financières du Gouvernement et les paiements des dépenses de transfert imputées sur les crédits des années financières du Gouvernement.

	Dépenses annuelles encourues par les institutions en regard des années financières du Gouvernement		Répartition des dépenses de transfert imputées sur les crédits des années financières du Gouvernement		
	Année financière du Gouvernement en cours	subséquente	Année financière du Gouvernement en cours	subséquente	
	%	%	%	%	À compter de
Commissions scolaires					
Fonctionnement	70	30	70	15,15 [8]	1979-1980
Transport	70	30	50	50	1975-1976
Cégeps	75	25	68	32	1979-1980
Universités	83,3	16,7	75	25	1970-1971
Institutions privées d'enseignement	70	30	60	40	1969-1970

[7] Pour les déficits d'exploitation de 1979 de la C.T.C.U.M. et de la C.T.R.S.M. (73,9 millions $ en 1982). Ces déficits seront remboursés d'ici avril 1988.

[8] 15% au cours de la première année subséquente et 15% au cours de la deuxième année subséquente.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS (suite)
PASSIFS ÉVENTUELS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS

ANNEXE 4

(MILLIERS $)

	1983	1982
EMPRUNTS GARANTIS		
Hydro-Québec	17 611 423	16 269 701
Régie des installations olympiques	665 604	673 893
Sidbec	360 950	113 550
Autres entreprises du gouvernement du Québec	324 515	371 775
Prêts aux étudiants	436 836	360 226
Municipalités, particuliers et sociétés	33 105	49 240
	19 432 433	17 838 385
ENGAGEMENTS FINANCIERS		
Budgétaires :		
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital		
Commissions scolaires et institutions d'enseignement	2 669 502	2 607 467
Institutions de santé et établissements de services sociaux	975 731	880 455
Municipalités et organismes municipaux		
Construction du métro et autres dépenses en capital	769 450	702 888
Assainissement des eaux	386 343	261 869
Autres	47 468	46 805
Pour des marges de crédit bancaire autorisées en faveur des commissions scolaires et des institutions de santé et établissements de services sociaux pour des dépenses en capital	732 768	492 825
Pour des dépenses en capital d'organismes municipaux		
Aqueducs, égoûts et autres	228 609	250 723
Assainissement des eaux	799 766	854 312
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement	230 997	294 096
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres, imputable à des crédits permanents	90 891	111 794
	6 931 525	6 503 234
Non budgétaires :		
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents	200 250	232 600
	7 131 775	6 735 834

AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

Sidbec

Le gouvernement du Québec a garanti, en vertu d'un contrat de cautionnement, les montants à être versés par Sidbec aux termes d'un contrat de parachèvement de son complexe intégré d'exploitation minière. Cette garantie prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Sidbec-Normines Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Sidbec-Normines Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1983 à 466,6 millions $ (474,4 millions $ en 1982). Les obligations de Sidbec dans n'importe laquelle de ces situations ne pourraient être inférieures à sa quote-part de 50,1% de participation dans l'équité de Sidbec-Normines Inc.

Société générale de financement du Québec

Le gouvernement du Québec a garanti les montants à être versés par cette société aux termes du contrat de parachèvement relatif à la mise sur pied d'un complexe forestier intégré. Ce contrat prévoit principalement le versement de sommes en cas de manque de fonds de Donohue St-Félicien Inc. ou de défaut en regard du remboursement du capital et des intérêts des obligations émises par Donohue St-Félicien Inc. lesquelles s'élevaient au 31 mars 1983 à 148,5 millions $ (158,0 millions $ en 1982).

Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

Le Ministre des Finances est autorisé à verser au Fonds, à la demande de ce dernier, les sommes requises pour parfaire le paiement de ses obligations envers les prêteurs lequel doit s'effectuer d'abord à même ses revenus et, si ces derniers sont insuffisants, à même toute partie du capital du Fonds qui excède 10 millions $.

Au 31 mars 1983 l'avoir du Fonds s'élevait à 13,2 millions $ (13,3 millions $ en 1982) et le solde en principal des prêts consentis à 1 326,7 millions $ (1 221,7 millions $ en 1982).

ANNEXES DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 MARS 1983

5

COMPTES À RECEVOIR

(MILLIERS $)

	Agents et mandataires – remises d'avril		Autres débiteurs		Total	
	1983	1982	1983	1982	1983	1982
REVENUS						
Impôts sur le revenu et les biens						
Revenu des particuliers	488 324	473 903	511 119	405 703	999 443	879 606
Contributions des employeurs au Fonds des services de santé	109 708	103 947			109 708	103 947
Impôt des sociétés			84 252	82 350	84 252	82 350
Droits de successions			13 938	10 361	13 938	10 361
Taxes à la consommation						
Ventes au détail	167 289	141 080	102 451	96 050	269 740	237 130
Carburants	85 921	99 205	6 569	7 929	92 490	107 134
Autres	49 952	43 518	65 268	50 558	115 220	94 076
Droits et permis	23 620	14 460	37 807	24 957	61 427	39 417
Revenus divers			152 795	134 593	152 795	134 593
Transferts des sociétés d'État			15 275	14 400	15 275	14 400
Transferts du gouvernement du Canada			237 849	172 418	237 849	172 418
DÉPENSES ET AUTRES			76 216[1]	61 006	76 216	61 006
	924 814	876 113	1 303 539[2]	1 060 325	2 228 353	1 936 438
Moins:						
Provision pour créances irrécouvrables			488 472[2]	384 791	488 472	384 791
	924 814	876 113	815 067	675 534	1 739 881	1 551 647

[1] Y compris 9 928 835 $ représentant l'équivalent canadien au 31 mars d'un montant de 5 425 000 livres sterling en dépôt chez un agent à Londres pour de l'intérêt couru échéant le 1er avril 1983 sur un emprunt en monnaie du Royaume-Uni.

[2] Y compris des créances radiées de 648 130 $ au cours de l'année financière 1982-1983.

PLACEMENTS

(MILLIERS $)

		Actions	
		1983	1982
	SOMMAIRE		
1	Entreprises du gouvernement du Québec	5 695 921	5 591 471
2	Municipalités et organismes municipaux		
3	Particuliers, sociétés et autres	22 105	22 103
		5 718 026	5 613 574
	DÉTAIL		
	Entreprises du gouvernement du Québec		
4	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers (dotation)	10 000	10 000
5	Hydro-Québec	4 374 109	4 374 109
6	Office des autoroutes du Québec		
7	Office du crédit agricole du Québec		
8	Raffinerie de sucre du Québec	18 000	
9	Sidbec	582 000	582 000
10	Société d'aménagement de l'Outaouais		
11	Société de développement coopératif		
12	Société de développement de la Baie James	60 000	60 000
13	Société de développement des industries de la culture et des communications	11 000	8 500
14	Société de développement immobilier du Québec	7 666	7 666
15	Société de développement industriel du Québec (dotation)	32 944	32 944
16	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	58 750	58 750
17	Société des alcools du Québec	30 000	30 000
18	Société d'habitation du Québec		
19	Société du parc industriel du centre du Québec		
20	Société générale de financement du Québec	191 934	151 934
21	Société nationale de l'amiante	49 097	36 897
22	Société québécoise d'exploration minière	89 000	89 000
23	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	40 000	35 000
24	Société québécoise d'initiatives pétrolières	134 000	107 500
25	Autres[1]	7 421	7 171
		5 695 921	5 591 471
	Municipalités et organismes municipaux		
26	Projets d'investissement dans le développement		
27	Programme des zones spéciales		
28	Autres projets		
	Particuliers, sociétés et autres		
	Particuliers		
29	Étudiants		
30	Pêcheurs		
31	Moins provision pour créances irrécouvrables		
32	Sociétés et autres	22 105	22 103
33	Moins provision pour créances irrécouvrables		
		22 105	22 103
		22 105	22 103
		5 718 026	5 613 574

[1] Entreprises dans lesquelles la participation totale du Gouvernement au 31 mars 1983 est inférieure à 10 000 000 $.

Obligations et billets		Prêts et avances		Total		
1983	1982	1983	1982	1983	1982	
133 952	128 942	422 330	805 200	6 252 203	6 525 613	1
65 581	67 146	7 157	7 145	72 738	74 291	2
505	505	130 730	94 652	153 340	117 260	3
200 038	196 593	560 217	906 997	6 478 281	6 717 164	
				10 000	10 000	4
				4 374 109	4 374 109	5
		[2]	369 692	[2]	369 692	6
		184 550	201 075	184 550	201 075	7
			2 000	18 000	2 000	8
		21 496	11 449	603 496	593 449	9
		35 113	35 113	35 113	35 113	10
		20 620	18 620	20 620	18 620	11
				60 000	60 000	12
				11 000	8 500	13
		67 000	67 000	74 666	74 666	14
				32 944	32 944	15
		14 980	19 300	73 730	78 050	16
				30 000	30 000	17
133 952	128 942	14 774	18 579	148 726	147 521	18
		39 986	38 056	39 986	38 056	19
		15 000	15 000	206 934	166 934	20
				49 097	36 897	21
				89 000	89 000	22
		300		40 300	35 000	23
				134 000	107 500	24
		8 511	9 316	15 932	16 487	25
133 952	128 942	422 330	805 200	6 252 203	6 525 613	
15 129	15 793			15 129	15 793	26
49 732	50 565	7 157	7 145	56 889	57 710	27
720	788			720	788	28
65 581	67 146	7 157	7 145	72 738	74 291	
		13 856	11 231	13 856	11 231	29
		14 906	11 923	14 906	11 923	30
		28 762	23 154	28 762	23 154	
		5 834	4 374	5 834	4 374	31
		22 928	18 780	22 928[3]	18 780	
505	505	114 389	79 493	136 999	102 101	32
		6 587	3 621	6 587	3 621	33
505	505	107 802	75 872	130 412	98 480	
505	505	130 730	94 652	153 340	117 260	
200 038	196 593	560 217	906 997	6 478 281	6 717 164	

[2] Les avances au 1er avril 1982 ont été radiées (voir notes complémentaires page 31).
[3] Y compris des créances radiées de 506 497 $.

CONTINUITÉ DU COMPTE D'ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983
(MILLIERS $)

	Diverses municipalités	Régie de l'assurance automobile du Québec	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Total
Solde au début	152 106	15 447	3 750	6 108	177 411
Encaissements	178 524	20 143	104 188	1 035 342	1 338 197
Remises	(149 178)	(40 481)	(106 952)	(1 037 616)	(1 334 227)
Solde à la fin	181 452	(4 891)	986	3 834	181 381

COMPTES À PAYER
(MILLIERS $)

	1983	1982
Affaires municipales	26 999	15 837
Affaires sociales	135 876	130 514
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	26 806	22 138
Conseil exécutif	12 255	8 868
Éducation	180 488	279 425
Énergie et Ressources	18 785	30 911
Finances	13 916	26 977
Fonction publique	65 121	50 896
Habitation et Protection du consommateur	23 067	25 935
Justice	25 098	28 926
Loisir, Chasse et Pêche	17 211	12 882
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	33 811	12 003
Régie de l'assurance-maladie du Québec	121 405	196 784
Transports	82 185	73 721
Travaux publics et Approvisionnement	21 017	24 818
Autres ministères[1]	52 483	65 536
	856 523	1 006 171

[1] Comprend tout ministère dont les comptes à payer au 31 mars 1983 sont inférieurs à 10 000 000 $.

CONTINUITÉ DU COMPTE DES RÉGIMES DE RETRAITE
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1983

(MILLIERS $)

	Solde au début	Excédent des contributions et cotisations sur les pensions et autres paiements	Solde à la fin
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	2 344 598	586 061	2 930 659
Régime de retraite des enseignants	721 792	314 559	1 036 351
Régime de retraite des fonctionnaires	257 491	110 334[1]	367 825
Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec	93 230	45 798	139 028
Régime de retraite des juges et coroners	10 683	4 125	14 808
	3 427 794	1 060 877[*1]	4 488 671

[*] Voir le détail à la page 22.
[1] Incluant le passif de 9 730 000 $ transféré par l'Office des autoroutes du Québec le 1er avril 1982 (voir notes complémentaires page 31).

BONS DU TRÉSOR, OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS

(MILLIERS $)

	Bons du trésor	Obligations moins fonds d'amortissement	Autres emprunts moins fonds d'amortissement	Total
Solde au début	1 010 000	11 338 747[1]	1 487 422	13 836 169
Émissions	315 000	2 357 865	116 032[2]	2 788 897
Remboursements[3]		(443 678)	(6 297)	(449 975)
Solde à la fin	1 325 000	13 252 934[1]	1 597 157[2, 4]	16 175 091

[1] Après avoir déduit les fonds d'amortissement, soit 111 532 030 $ au 1er avril 1982 et 138 784 287 $ au 31 mars 1983.
[2] Y compris un billet au montant de 50 583 068 $ moins un fonds d'amortissement de 23 500 660 $ émis à l'Office des autoroutes du Québec le 1er avril 1982 par le Ministre des Finances à l'égard de la dette obligataire de l'entreprise et dont la contrepartie a été portée à la dette nette.
[3] Y compris les contributions aux fonds d'amortissement.
[4] Après avoir déduit les fonds d'amortissement de 26 349 529 $ au 31 mars 1983.

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES OBLIGATIONS ET AUTRES EMPRUNTS MOINS LES FONDS D'AMORTISSEMENT AU 31 MARS 1983

(MILLIERS $)

Échéances	En monnaie du Canada	En monnaie des États-Unis [1]	En monnaie de la République fédérale d'Allemagne [1]	En monnaie du Japon [1]	En monnaie de la France [1]	Autres monnaies étrangères [1]	Total
1983-1984	547 845	21 223	3 123	3 268	2 415	2 012	579 886
1984-1985	882 052	69 719	3 123	24 781	3 019	4 627	987 321
1985-1986	1 001 421	52 553	16 732	21 415	3 018	7 057	1 102 196
1986-1987	636 473	212 966	79 942	21 415	3 018	7 057	960 871
1987-1988	573 820	170 641	83 535	29 713	3 421	129 452	990 582
1983 – 1988	3 641 611	527 102	186 455	100 592	14 891	150 205	4 620 856
1988 – 1993	2 620 876	1 423 404	267 853	307 054		326 095	4 945 282
1993 – 1998	2 751 224	292 636		53 934		24 141	3 121 935
1998 – 2003	1 491 246	192 201					1 683 447
2003 – 2008	266 958	192 897					459 855
2008 et plus	18 716						18 716
	10 790 631	2 628 240	454 308	461 580	14 891	500 441 [2]	14 850 091

NOTE – Cet échéancier est établi en tenant compte des dates d'options de rachat au gré du détenteur et non au gré du Gouvernement et d'une prévision de remboursement avant échéance des obligations remboursables à demande. Il ne tient pas compte des options d'échange. De plus, les contributions futures aux fonds d'amortissement ont été considérées comme remboursement d'emprunts dans l'année où elles seront versées, diminuant ainsi le solde à rembourser lors de l'échéance.

[1] En équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de réalisation des emprunts et d'acceptation des dettes assumées.

[2] Composé de 196 502 649 $ pour la monnaie du Royaume-Uni, de 126 146 377 $ pour la monnaie de la Suisse, de 74 431 635 $ pour les unités de compte européennes, de 57 719 082 $ pour les unités monétaires européennes et de 45 640 513 $ pour la monnaie des Pays-Bas.

EMPRUNTS GARANTIS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(MILLIERS $)

	1983	1982
Entreprises du gouvernement du Québec		
Commission municipale du Québec	56 003	58 681
Hydro-Québec [1]	17 611 423 [3]	16 269 701
Office des autoroutes du Québec		28 778
Office du crédit agricole du Québec	14 000	
Proforêt Inc. (filiale de Rexfor)	1 000	1 000
Régie de l'assurance-dépôt du Québec	16 900	57 300
Régie de l'assurance-maladie du Québec	17 823	18 068
Régie des installations olympiques [1]	665 604	673 893
Sidbec	360 950	113 550
Société de développement immobilier du Québec	30 000	30 000
Société de développement industriel du Québec	66 600	74 000
Société d'habitation du Québec	98 689	80 448
Société nationale de l'amiante	23 500	23 500
	18 962 492	17 428 919
Municipalités, particuliers et sociétés		
Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 609	1 781
Agriculteurs	23 532	38 014
Éditeurs et libraires	400	407
Étudiants [2]	436 836	360 226
Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	1 488	1 809
Sociétés coopératives agricoles et coopératives exerçant des activités similaires	1 154	1 623
Usines laitières régionales	4 922	5 606
	469 941	409 466
	19 432 433	17 838 385

[1] Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur au 31 mars.

[2] Les intérêts sur ces prêts sont payés par le gouvernement du Québec tant que l'emprunteur est étudiant.

[3] Y compris 6 599 699 $ d'obligations d'Hydro-Québec détenues par le gouvernement du Québec aux fonds d'amortissement.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

(MILLIERS $)

SOMMAIRE	1983	1982
BUDGÉTAIRES	6 931 525	6 503 234
NON BUDGÉTAIRES	200 250	232 600
	7 131 775[1]	6 735 834

	Autorisés par le Gouvernement[2]	Autorisés par le Ministre[3]	1983	1982
BUDGÉTAIRES				
Pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital				
Commissions scolaires	167 835	1 267 011	1 434 846	1 437 365
Collèges d'enseignement général et professionnel	518 354	126 998	645 352	588 558
Universités	557 499	31 805	589 304	581 544
Institutions de santé	580 713[4]	119 215	699 928	624 551
Établissements de services sociaux	255 859[4]	19 944	275 803	255 904
Municipalités et organismes municipaux	1 155 793		1 155 793	964 757
Sociétés d'État et divers organismes	47 468		47 468	46 805
	3 283 521	1 564 973	4 848 494[5]	4 499 484
Pour des dépenses en capital				
Commissions scolaires				
Marges de crédit bancaire		699 418	699 418	475 000
Institutions de santé				
Marges de crédit bancaire		26 850	26 850	12 125
Établissements de services sociaux				
Marges de crédit bancaire		6 500	6 500	5 700
Municipalités et organismes municipaux	1 025 793		1 025 793	1 100 471
Divers organismes	2 582		2 582	4 564
	1 028 375	732 768	1 761 143	1 597 860
Pour des congés de maladie accumulés par les employés du Gouvernement			230 997	294 096
Pour de l'aide financière à des entreprises du gouvernement du Québec, à l'habitation familiale et autres, imputable à des crédits permanents			90 891	111 794
			6 931 525	6 503 234
NON BUDGÉTAIRES				
Solde à verser pour des apports de capitaux à des entreprises du gouvernement du Québec, imputable à des crédits permanents			200 250	232 600
			7 131 775[6]	6 735 834

[1] Les emprunts en monnaie étrangère apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale au taux de change en vigueur le 31 mars.
[2] Autorisés par le Lieutenant-gouverneur en conseil et/ou le Conseil du trésor.
[3] Autorisés par le Ministre de l'Éducation ou des Affaires sociales en vertu de lois et règlements.
[4] Excluant 6 653 000 $ (6 689 000 $ en 1982) pour les institutions de santé et 189 799 000 $ (189 170 000 $ en 1982) pour les établissements de services sociaux à l'égard de projets complétés, dettes pour lesquelles aucune cession et aucun transport de subventions n'ont été autorisés pour en garantir le paiement.
[5] Voir l'échéancier sommaire à la page suivante.
[6] Ces engagements financiers seront liquidés à même des crédits annuels autorisés par l'Assemblée nationale, sauf lorsque indiqué autrement.

ÉCHÉANCIER SOMMAIRE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DES EMPRUNTS CONTRACTÉS POUR DES DÉPENSES EN CAPITAL

AU 31 MARS 1983

(MILLIERS $)

Échéances	Commissions scolaires	Collèges d'enseignement général et professionnel	Universités	Institutions de santé et établissements de services sociaux	Municipalités et organismes municipaux	Sociétés d'État et divers organismes	Total
1983-1984	289 778[1]	195 034[1]	58 449[1]	213 992[1]	78 286	2 363	837 902
1984-1985	159 910	122 358	56 561	77 868	71 442	2 319	490 458
1985-1986	176 846	56 091	87 365	97 648	101 784	6 651	526 385
1986-1987	206 947	58 232	58 296	156 084	112 120	1 654	593 333
1987-1988	171 277	66 099	70 019	101 864	72 407	1 733	483 399
1983 – 1988	1 004 758	497 814	330 690	647 456	436 039	14 720	2 931 477
1988 – 1993	299 682	112 307	148 867	226 803	347 317	8 751	1 143 727
1993 – 1998	97 307	27 411	59 346	30 502	117 422	7 269	339 257
1998 – 2003	29 908	5 596	43 088	9 480	88 399	11 498	187 969
2003 – 2008	523	855	1 287	8 297	37 759	5 230	53 951
2008 – 2013	748	625	1 806	5 066	29 017		37 262
2013 – 2018	881	270	2 532	7 501	46 999		58 183
2018 – 2023	1 039	119	1 688	11 105	32 104		46 055
2023 – 2028		205		16 445	10 823		27 473
2028 – 2033		150		13 076	9 914		23 140
	1 434 846	645 352	589 304	975 731	1 155 793	47 468	4 848 494

[1] Incluant des emprunts temporaires, 139 651 000 $ aux commissions scolaires, 126 998 000 $ aux collèges d'enseignement général et professionnel, 31 805 000 $ aux universités, 119 215 000 $ aux institutions de santé et 19 944 000 $ aux établissements de services sociaux qui seront l'objet d'un financement à long terme lors de l'achèvement de projets en cours ou lors du refinancement de projets terminés.

STATISTIQUES

6

ÉTAT SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
1973-1974 À 1982-1983
(MILLIONS $)

	1982-1983	1981-1982	1980-1981	1979-1980
Opérations budgétaires				
Revenus	+19 210,3	+17 481,7	+14 694,0	+13 276,7
Dépenses	−22 259,3	−20 393,4	−17 592,0	−15 110,3
Déficit	−3 049,0	−2 911,7	−2 898,0	−1 833,6
Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	−135,0	−72,9	−40,4	−202,7
Compte des régimes de retraite	+1 051,2	+1 007,3	+822,3	+682,8
Autres comptes	−103,5	−169,0	−196,6	−16,1
Solde	+812,7	+765,4	+585,3	+464,0
Besoins financiers nets	−2 236,3	−2 146,3	−2 312,7	−1 369,6
Financement				
Variation de l'encaisse	−75,5	+207,9	−456,1	+229,3
Nouveaux emprunts	+2 761,8	+2 951,6	+3 352,9	+1 648,9
Remboursements d'emprunts	−450,0	−1 013,2	−584,1	−508,6
Solde	+2 236,3	+2 146,3	+2 312,7	+1 369,6

N.B. : Le signe (−) signifie un besoin de financement et le signe (+) signifie une source de financement.

1978-1979	1977-1978	1976-1977	1975-1976	1974-1975	1973-1974
+11 899,0	+11 145,3	+9 715,9	+8 380,7	+7 272,6	+5 766,1
−13 387,2	−12 045,2	−10 717,4	−9 229,4	−7 587,3	−6 021,4
−1 488,2	−899,9	−1 001,5	−848,7	−314,7	−255,3
−255,0	−248,1	−182,5	−185,9	−146,0	−121,8
+315,7	+264,4	+186,4	+109,1	+104,3	+24,6
+165,9	−287,4	−335,5	+519,9	+191,3	+55,7
+226,6	−271,1	−331,6	+443,1	+149,6	−41,5
−1 261,6	−1 171,0	−1 333,1	−405,6	−165,1	−296,8
+49,6	+372,4	+330,7	−513,7	−181,8	−73,9
+1 575,5	+1 042,3	+1 354,6	+1 206,3	+586,1	+638,2
−363,5	−243,7	−352,2	−287,0	−239,2	−267,5
+1 261,6	+1 171,0	+1 333,1	+405,6	+165,1	+296,8

STATISTIQUES COMPARATIVES DES REVENUS 1974 – 1983

(MILLIONS $)

Année financière terminée en	1983	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974
IMPÔTS SUR LE REVENU ET LES BIENS	8 591,8 44,7%	8 [illegible] 44,9%	6 871,0 46,8%	5 965,5 44,9%	5 360,1 45,0%	4 907,3 44,0%	4 232,3 43,6%	[illegible]	3 053,3 42,0%	2 332,0 40,4%
TAXES À LA CONSOMMATION	3 747,1 19,5%	3 [illegible] 18,0%	2 633,9 17,9%	2 439,2 18,4%	2 149,6 18,1%	2 145,9 19,3%	2 010,1 20,7%	[illegible]	1 642,0 22,5%	1 417,1 24,6%
DROITS ET PERMIS	527,3 2,8%	516,0 3,0%	459,6 3,1%	417,9 3,1%	394,5 3,3%	353,8 3,2%	320,5 3,3%	[illegible]	242,5 3,3%	241,3 4,2%
REVENUS DIVERS	607,8 3,2%	493,3 2,8%	419,8 2,9%	370,5 2,8%	341,9 2,9%	329,1 3,0%	337,0 3,4%	[illegible]	223,9 3,1%	183,0 3,2%
TRANSFERTS DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT	444,0 2,3%	381,9 2,2%	338,0 2,3%	260,0 2,0%	320,2 2,7%	273,3 2,4%	255,1 2,6%	[illegible]	209,1 2,9%	186,9 3,2%
REVENUS AUTONOMES	13 918,0 72,5%	12 910,2 73,9%	10 722,3 73,0%	9 453,1 71,2%	8 566,3 72,0%	8 009,4 71,9%	7 155,0 73,6%	[illegible]	5 370,8 73,8%	4 360,3 75,6%
TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA	5 292,3 27,5%	4 571,5 26,1%	3 971,7 27,0%	3 823,6 28,8%	3 332,7 28,0%	3 135,9 28,1%	2 560,9 26,4%	[illegible]	1 901,8 26,2%	1 405,8 24,4%
TOTAL	19 210,3 100%	17 481,7 100%	14 694,0 100%	13 276,7 100%	11 899,0 100%	11 145,3 100%	9 715,9 100%	[illegible]	7 272,6 100%	5 766,1 100%

STATISTIQUES COMPARATIVES DES DÉPENSES 1974 – 1983

(MILLIONS $)

Année financière terminée en	1983	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1975	1974
MISSION ÉCONOMIQUE	2 340,3 10,5%	2 181,0 10,7%	1 967,7 11,2%	1 797,9 11,9%	1 593,9 11,9%	1 474,8 12,2%	1 371,3 12,8%	1 142,0 15,0%	919,9 15,3%
MISSION ÉDUCATIVE ET CULTURELLE	7 071,2 31,8%	6 816,8 33,4%	5 857,2 33,3%	4 667,3 30,9%	4 121,4 30,8%	3 861,4 32,1%	3 328,0 31,0%	2 185,1 28,8%	1 650,4 27,4%
MISSION SOCIALE	8 694,3 39,0%	7 613,8 37,3%	6 668,8 37,9%	5 843,6 38,7%	5 172,1 38,6%	4 584,6 38,1%	4 134,9 38,6%	2 927,5 38,6%	2 375,1 39,4%
MISSION GOUVERNEMENTALE ET ADMINISTRATIVE	4 153,6 18,7%	3 783,8 18,6%	3 098,3 17,6%	2 801,5 18,5%	2 499,8 18,7%	2 124,4 17,6%	1 883,2 17,6%	1 332,7 17,6%	1 076,0 17,9%
TOTAL DES MISSIONS	22 259,3 100%	20 393,4 100%	17 592,0 100%	15 110,3 100%	13 387,2 100%	12 045,2 100%	10 717,4 100%	7 587,3 100%	6 021,4 100%
DÉPENSES * EN CAPITAL	930,3 4,2%	979,6 4,8%	922,2 5,2%	935,1 6,2%	588,8 4,4%	593,7 4,9%	592,1 5,5%	623,2 8,2%	519,3 8,6%
AUTRES DÉPENSES	21 329,0 95,8%	19 413,8 95,2%	16 669,8 94,8%	14 175,2 93,8%	12 798,4 95,6%	11 451,5 95,1%	10 125,3 94,5%	6 964,1 91,8%	5 502,1 91,4%
TOTAL	22 259,3 100%	20 393,4 100%	17 592,0 100%	15 110,3 100%	13 387,2 100%	12 045,2 100%	10 717,4 100%	7 587,3 100%	6 021,4 100%

* Les données de 1983, de 1982, de 1981 et de 1980 comprennent respectivement des dépenses en capital par paiements de transfert pour 394,7, 409,0, 359,8 et 327,0 millions $, alors que pour les années 1974 à 1979 ces paiements sont exclus, ces données n'étant pas disponibles.

STATISTIQUES BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES

(MILLIONS $)

Année	Revenus	Dépenses	Surplus (+) ou déficit (−) des opérations budgétaires	Dette nette[1]
1940-1941	85,9	109,9	−24,0	323,6
1945-1946	123,9	116,0	+7,9	306,9
1950-1951	258,8	242,8	+16,0	274,6
1955-1956	463,2	442,1	+21,1	275,4
1960-1961	751,2	855,5	−104,3	373,9
1965-1966	1 736,7	1 999,5	−262,8	1 397,5
1970-1971	3 885,2	4 020,2	−135,0	2 207,4
1973-1974	5 766,1	6 021,4	−255,3	3 147,7
1974-1975	7 272,6	7 587,3	−314,7	3 462,4
1975-1976	8 380,7	9 229,4	−848,7	4 311,1
1976-1977	9 715,9	10 717,4	−1 001,5	5 312,6
1977-1978	11 145,3	12 045,2	−899,9	6 212,5
1978-1979	11 899,0	13 387,2	−1 488,2	7 603,4[2]
1979-1980	13 276,7	15 110,3	−1 833,6	9 437,0
1980-1981	14 694,0	17 592,0	−2 898,0	12 450,3[3]
1981-1982	17 481,7	20,393,4	−2 911,7	11 067,4[3, 4]
1982-1983	19 210,3	22 259,3	−3 049,0	14 225,6

[1] La dette nette représente l'ensemble des dettes directes moins les actifs inscrits à l'état de l'actif et du passif.

[2] Au 1er avril 1978, la dette nette a été diminuée de 97,3 millions $ pour annuler l'effet de modifications apportées à la dette nette, pour fins de comparaison, de 1940-1941 à 1977-1978, suite à la nouvelle comptabilisation des régimes de retraite.

[3] Inclut la variation de la provision pour créances irrécouvrables de 115,3 millions $ portée à la dette nette en 1980-1981 et 79.5 millions $ en 1981-1982 et 109,2 millions $ en 1982-1983.

[4] Y compris 4 374,1 millions $ pour tenir compte des actions d'Hydro-Québec attribuées au Ministre des Finances et payées à même les bénéfices nets accumulés de cette société d'État jusqu'au 31 décembre 1980.

[redacted]

[redacted]

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

19385-3
Éditeur officiel Québec
3,95$

[redacted]

Financial Statements of Québec

fiscal year ended March 31, 1983

Québec

financial statements of Québec

fiscal year ended March 31, 1983

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0-705-53-07
ISBN 2-551-05968-2
Legal deposit, 4th quarter, 1983
Bibliothèque nationale du Québec

INTRODUCTION

The ministère des Finances publishes three series of documents on the financial position of the gouvernement du Québec each year.

The Quarterly Presentation of Financial Transactions was published at the close of each of the three first quarters to account for the changes in financial transactions and to make it possible to make comparisons with the forecasts announced in the Budget Speech of May 25, 1982.

This document, Financial statements of Québec for the fiscal year ended March 31, 1983, completes the information related to actual results for 1982-1983, the main data for which was included in the first Quarterly Presentation for 1983-1984. It also includes the statement of assets and liabilities, recorded in compliance with the accounting policies of the gouvernement du Québec, and a section showing certain financial and budgetary statistics for the past ten years.

A large part of the content of this brochure appears in Volume 1 of the Public Accounts in greater detail and with some changes in presentation.

Division VIII of the Financial Administration Act (R.S.Q., c.A-6) stipulates that the Public Accounts, prepared by the ministère des Finances, must include the financial statements of the Government and the Auditor-General's opinion in their regard. The Public Accounts also presents more detailed information on the financial position of the Government for the past year. Under the Act, the Minister of Finance must table the Public Accounts before the National Assembly not later than December 31 following the close of the fiscal year, or if the Legislature is not sitting, not later than the fifteenth day during which it sits thereafter.

TABLE OF CONTENTS

OUTLINE OF THE ACCOUNTING POLICIES 6

SUMMARY OF FINANCIAL TRANSACTIONS 9

1
BUDGETARY TRANSACTIONS
Summary 11
Revenue 13
Appropriations, expenditure and changes 14
Summary of expenditures by department and mission 16

2
NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
Summary 19
Investments – shares, bonds, notes, Loans and advances 20
Retirement plans account 22
Other accounts 22

3
FINANCING
Summary 23
Change in the cash position 24
New borrowings 24
Repayment of borrowings 25

4
ASSETS AND LIABILITIES – NET DEBT
Summary 27
Assets and liabilities 28
Net debt 30
Notes to financial statements 31

5
APPENDICES TO ASSETS AND LIABILITIES
Accounts receivable 39
Investments 40
Continuity of the clearing account for collected taxes 42
Accounts payable 42
Retirement plans account 43
Treasury bills, bonds and other borrowings 43
Summary schedule of bonds and other borrowings less sinking funds 44
Loans guaranteed by the gouvernement du Québec 45
Commitments 46
Summary schedule of commitments for the repayment of the principal of borrowings made for capital expenditure 47

6
STATISTICS 49
Summary of financial transactions 50
Comparative statistics of 1974 – 1983 revenue 52
Comparative statistics of 1974 – 1983 expenditure 53
Budgetary and financial statistics 54

OUTLINE OF THE ACCOUNTING POLICIES

The following text presents the special accounting policies of the gouvernement du Québec.

GENERAL COMMENTS

The accounting policies adopted by the gouvernement du Québec have much in common with the accrual basis. Because of certain provisions in the Financial Administration Act and administrative constraints, it is difficult to use the accrual basis only. The modified system in practical application follows.

REVENUE

Government revenue derives from taxes on income and property, including the employer's contributions to the Health Insurance Fund, duties, profits, contributions from the Government of Canada and other amounts received or receivable under Acts, regulations or agreements.

Revenue for the fiscal year includes sums cashed before April 1 and invoices issued before April 1 insofar as these invoices represent amounts which Québec is entitled to claim. However, invoices issued to debtors up to April 30 are taken into account with respect to expenditures made on behalf of these debtors before April 1 and charged to a lapsed fiscal year.

Employers' contributions to the Health Insurance Fund represent the amounts received and accounts issued during the fiscal year as well as the amounts received from employers during the month of April and pertaining to salaries paid prior to April 1.

Revenue from the Government of Canada is entered in the books on the cash basis. However, receipts relating to shared cost programs involving financial compensation only are reported under revenue for the fiscal year, according to the amounts cashed before April 1 and the estimates and claims prepared and issued before May 1 regarding expenditure charged to a lapsed fiscal year.

In addition, rebates cashed by the Government during the month of April which represent amounts collected or levied by its agents or assignees before the first of April are recorded as revenue for the fiscal year just ended.

Revenue amounts are reported without any deduction of expenses related to their realization or collection. Such expenses are reported under expenditure.

EXPENDITURE

Government expenditure includes operating, transfer and capital expenditures. Since the latter are included in the budgetary transactions for the fiscal year, they are not reported in the statement of assets and liabilities.

All charges to appropriations authorized by an appropriations Act, by a specific Act or by a special warrant issued by the Government are recorded under expenditure, except for the charges covering investments, and March 31 is the closing date for a given fiscal year. April 30 is the deadline to open an account payable for services provided or goods received before April 1.

Transfer payments authorized before that date and charged to the year's expenditure no later than 30 days following the fiscal year are limited to appropriations voted.

Interest on short-term borrowings and on bonds and other borrowings is reported following the accrual basis, as is the discount on treasury bills which is related to interest.

The cost of issuing bonds is charged to expenditure for the fiscal year in which it has been incurred. Premiums or discounts are reported under revenue or expenditure at the time the borrowings are made, except for the discount on the issue of securities related to interest which is considered as such and capitalized on the anniversary date of the borrowing to progressively reach par value at maturity. Fluctuation in foreign exchange between the date the borrowing is cashed and that of repayment is reported under revenue or charged to expenditure at the time of repayment.

The variance between the par value and the cost of bonds acquired for the sinking fund as well as the variance between the par value and the proceeds of their disposal are reported under revenue or expenditure. Interest earned and other revenue from the sinking fund are deducted from the debt service.

Government and Public Employees Retirement Plan

The contribution of the Government as employer represents 140% (100% since July 1, 1982) of the assessments of employees participating in the Plan and received by the Commission administrative du régime de retraite (C.A.R.R.) during the fiscal year, plus interest since 1978-1979 on the allowance at the preceding March 31.

The amount thus charged to the Government's budgetary expenditure is eventually reported under the assets of a non-budgetary account through which the payments of the Government for its commitments under the Plan are also made.

Other retirement plans

The assessments of participants and, in the special case of the Civil Service Superannuation Plan, the contributions of employers listed in the first paragraph of section 72 of the Act (R.S.Q., c.R-12 and amendments) respecting that plan have been credited to a non-budgetary account since 1978-1979 and are not listed under Government revenue; on the other hand, pension benefits paid and refunds of assessments and contributions are charged to that non-budgetary account. The Government's contribution as employer is charged to budgetary expenditure and consideration is credited to the non-budgetary account. Amounts are determined as follows:

(a) Current service: 140% of total assessments of participants since April 1, 1975 and 100% since July 1, 1982, in the case of the Civil Service Superannuation Plan and the Teachers Pension Plan;

(b) Past service: amortization since the 1979-1980 fiscal year of the actuarial deficit estimated by C.A.R.R. at December 31, 1978; and

(c) Interest since 1980-1981 on the credit balance of the non-budgetary account at the preceding March 31.

Write-off of bad debts

Debts written off and not recorded in the allowance for bad debts at March 31, 1980 are charged to expenditure. The change in the allowance for bad debts is charged to the net debt.

ASSETS AND LIABILITIES

Accounts receivable and payable

Assets and liabilities are recorded according to criteria established for revenue and expenditure.

Accounts receivable include charges, claims and assessments issued to debtors for revenue the Government is entitled to claim.

Accounts receivable also include amounts receivable for overpaid expenditure, overdue interest on investments, remittals by government agents and assignees in April for amounts they collected or levied before April 1, and sums received from employers in April for the Health Insurance Fund and relating to wages and salaries paid before April 1.

The allowance for bad debts deducted from accounts receivable is based on their estimated realization value.

Accounts payable include that part of Government operating costs recorded and not disbursed at March 31.

Investments

Shares, bonds and notes are recorded at cost, except for Hydro-Québec shares allotted to the Minister of Finance and paid out of the accumulated net earnings of that Government corporation until December 30, 1980 under Chapter 18 of the 1981 Statutes. An allowance for bad debts is deducted from loans and advances according to their estimated realization value, except for loans and advances to Government corporations which are recorded at cost.

Net debt

The net debt represents the difference between the liabilities and the assets recorded on the books and includes the accumulated budgetary transactions deficit and certain transactions charged directly to this item.

Tax collection agreement account

Government collection of sums on behalf of the Régie des rentes du Québec, the Régie de l'assurance automobile du Québec, the Fonds spécial olympique and various municipalities and payments made to those bodies in respect of collected sums are recorded at this item.

Retirement plans account

This account covers liabilities pertaining to the Government and Public Employees Retirement Plan (R.R.E.G.O.P.), the Civil Service Superannuation Plan and the Teachers Pension Plan, and that of members of the Sûreté du Québec. It represents the contributions of the Government as employer to various pension plans in the public and parapublic sectors as well as the contributions of the participants and those of employers to plans other than the R.R.E.G.O.P., less the pension benefits, refunds, and Government contributions which have become due within the framework of the R.R.E.G.O.P. Employee contributions to the R.R.E.G.O.P., along with those received from certain bodies, are held by the Caisse de dépôt et placement du Québec on behalf of the C.A.R.R.

Treasury bills, bonds and other borrowings

Those items of the public debt in Canadian currency are recorded at their par value, except for securities issued at a high discount rate, and those in foreign currency are recorded in the Canadian equivalent of their par value on the dates borrowings were made or debts accepted.

Sinking funds are deducted from bonds and other borrowings in the statement of assets and liabilities. Bonds in Canadian currency held in those funds are reported at par value. Those in foreign currency already issued by the Government are recorded in the Canadian equivalent of their par value on the dates borrowings were made; other bonds in foreign currency are recorded in the Canadian equivalent of their par value on the dates they were acquired.

It is the policy of the Minister of Finance to cancel the bonds of an issue held in a sinking fund created in relation to that issue.

CONTINGENT LIABILITIES

Guaranteed loans

This heading covers:

1. The balance at March 31 of amounts borrowed by certain Government enterprises, municipalities, bodies and individuals, with deductions made for sinking funds, repayment of which is guaranteed by the Government under special legislative provisions. Guaranteed loans in foreign currency are shown in the Canadian equivalent of their par value at March 31; and
2. Surety bonds of material incidence and other significant contingent liabilities provided for by law.

   This heading does not cover outstanding claims against the Government.

FINANCIAL COMMITMENTS

Budgetary

This list includes:

- Commitments authorized by various Acts and charged to permanent appropriations as well as those relating to grants by the Government for the repayment of long-term borrowings contracted for capital expenditure by school boards, educational institutions, health and social services establishments,municipal bodies and others;

- Commitments of the Minister of Education for the repayment of borrowings contracted by school boards and educational institutions for capital expenditures, authorizations for borrowings for capital expenditures given by the Minister to school boards, and borrowings on bank credit line for the same purposes by establishments of the Social Affairs network with the authorization of the Minister of Social Affairs;

– Subsidies granted by the Government chiefly to municipal bodies for capital expenditures not related to the repayment of long-term borrowings and commitments to those bodies for capital expenditures authorized within the framework of the water purification program for which long-term borrowings are made; and

– Government commitments regarding its employees' accumulated sick leave.

Commitments related to borrowings in foreign currency are shown in the Canadian equivalent of their par value at March 31.

This list does not include:

– Services and goods ordered but not yet provided or delivered;

– Commitments related to certain Acts administered by the Office du crédit agricole du Québec and which refer mainly to contributions on interest paid by borrowers on loans made by the Government of Canada and financial institutions;

– Interest on student loans made by financial institutions while the borrowers are studying;

– Commitments related to the takeover by the Société de développement industriel du Québec of part of the cost of borrowings made by firms and exemption from repayment of borrowings within the framework of the Industrial Development Assistance Act;

– Assets under expropriation that the Government has not yet taken into possession.

This list does not include other commitments made during standard transactions that have a bearing on future years.

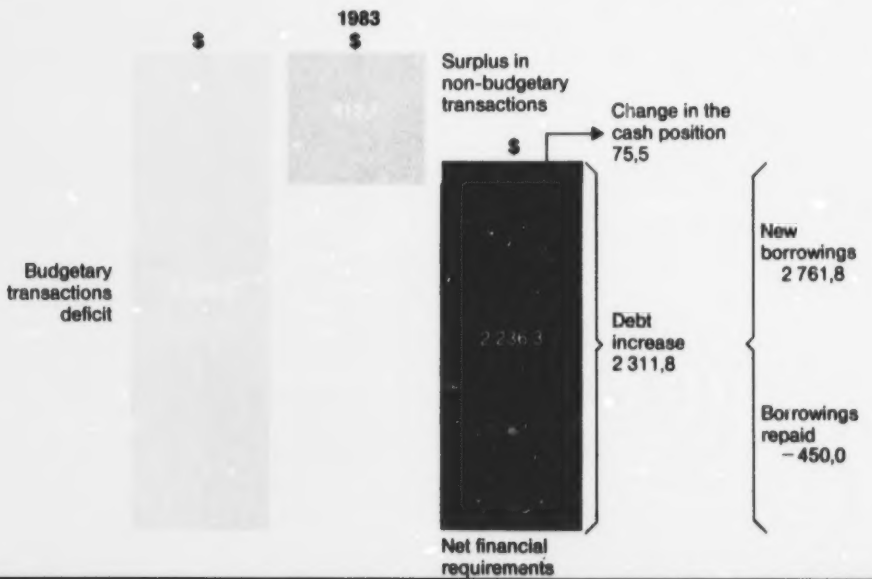
Non-budgetary

These commitments encompass the balance to be paid for capital assets to some Government enterprises, repayment of which is already authorized by an Act or determined by the Government under powers granted to it by an Act.

SUMMARY OF FINANCIAL TRANSACTIONS
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ MILLIONS)

This summary shows how the financial requirements are determined and how they have been met by the Government.

SECTIONS		1983	1982
1	**Budgetary transactions** [1]		
	Revenue	+19 210,3	+17 471,6
	Expenditure	−22 259,3	−20 359,8
	Déficit	−3 049,0	−2 888,2
2	**Non-budgetary transactions**		
	Investments – shares, bonds, notes, loans and advances	−135,0	−115,0
	Retirement plans account	+1 051,2	+1 007,3
	Other accounts	−103,5	−153,6
	Balance	+812,7	+738,7
	NET FINANCIAL REQUIREMENTS	−2 236,3 [2]	−2 149,5
3	**Financing**		
	Change in the cash position	−75,5	+207,9
	New borrowings	+2 761,8	+2 951,6
	Repayment of borrowings	−450,0	−1 010,0
	TOTAL	+2 236,3 [2]	+2 149,5



N.B.: The minus (−) sign means a financial requirement and the plus (+) sign, a source of financing.

The notes on pages 31 to 36 are an integral part of the financial statements.

[1] Total revenue consists of amounts credited to the Consolidated Revenue Fund and the Health Insurance Fund and expenditure includes amounts debited to both funds.

[2] Not including amounts debited to net debt at April 1, 1982 when the operations of the Office des autoroutes du Québec were integrated into Government operations.

BUDGETARY TRANSACTIONS

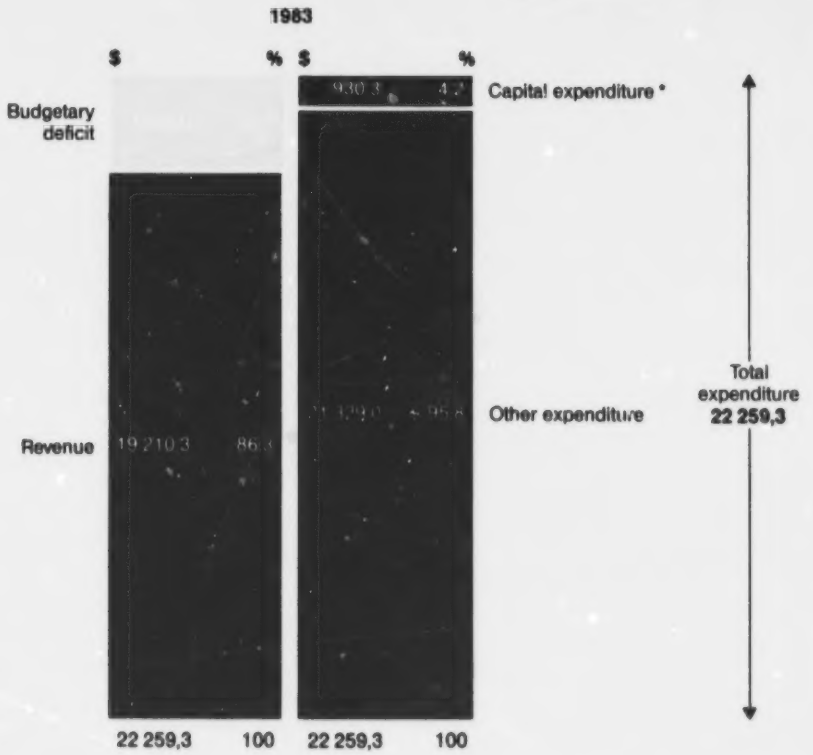
The budgetary transactions are those related to Government revenue and expenditure including capital expenditure.

The net result of the overall transactions has a direct bearing on net debt.

1

SUMMARY
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ MILLIONS)

	1983	1982
Revenue	19 210,3	17 471,6
Expenditure	22 259,3	20 359,8
Budgetary transactions deficit	3 049,0	2 888,2



* Including $ 394 738 000 by transfer payment.

The notes on pages 31 to 36 are an integral part of the financial statements.

BUDGETARY TRANSACTIONS
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983

($ THOUSANDS)

REVENUE

DETAIL

	Total		Change	
	1983	1982	$	%
Income and property taxes				
Personal income	6 311 283	6 053 121	258 162	4,3
Employers' contributions to the Health Insurance Fund	1 337 141	1 275 031	62 110	4,9
Corporation[1]	898 353	1 010 474	(112 121)	(11,1)
Succession duties	44 995	37 777	7 208	19,1
	8 591 792	8 376 403	215 359	2,6
Consumer taxes				
Retail sales	1 938 670	1 771 300	165 370	9,3
Fuel	1 194 893	826 934	367 959	44,5
Tobacco	277 048	228 557	48 491	21,2
Meals and hotels	249 228	236 593	12 635	5,4
Other[2]	89 211	79 200	10 011	12,6
	3 747 050	3 142 584	604 466	19,2
Duties and permits				
Motor vehicles	285 439	224 724	60 715	27,0
Alcoholic beverages	58 855	62 810	(3 955)	(6,3)
Natural resources	86 451	143 205	(56 754)	(39,6)
Pari-mutuel	31 492	33 295	(1 803)	(5,4)
Other	65 059	51 920	13 139	25,3
	527 296	515 954	11 342	2,2
Miscellaneous				
Sale of goods and services	217 698	143 653	74 045	51,5
Interest	294 584	249 434	45 150	18,1
Fines, forfeitures and collections	95 545	90 168	5 377	6,0
	607 827	483 255	124 572	25,8
Government corporation transfers				
Société des alcools du Québec	275 000	225 000	50 000	22,2
Société des loteries et courses du Québec	162 000	150 000	12 000	8,0
Hydro-Québec	7 000	6 900	100	1,4
	444 000	381 900	62 100	16,3
Total own-source revenue	13 917 965	12 900 096	1 017 869	7,9
Government of Canada transfers				
Equalization	3 071 912	2 317 823	754 089	32,5
Other transfers pertaining to fiscal agreements	1 101 326	1 225 826	(124 500)	(10,2)
Contributions to welfare programs	822 829	663 676	159 153	24,0
Other programs	296 334	364 154	(67 919)	(18,7)
Total Government of Canada transfers	5 292 301	4 571 478	720 823	15,8
Total revenue	19 210 266	17 471 574	1 738 692	10,0

The notes on pages 31 to 38 are an integral part of the financial statements.

[1] Includes taxes on corporation profits, capital, insurance premiums and places of business.

[2] Includes tax on telecommunications and broadcast advertising.

BUDGETARY TRANSACTIONS
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ THOUSANDS)

APPROPRIATIONS, EXPENDITURE AND CHANGES
SUMMARY BY DEPARTMENT

Departments	Initial Appropriations +	Supplementary Appropriations and Special Warrants +	Transfers and Jurisdiction Transfers +,(−)	Authorized Appropriations =
1 Affaires culturelles	118 729		5 585	124 314
2 Affaires intergouvernementales	52 398		152	52 550
3 Affaires municipales	413 011	8 069	17 579	438 659
4 Affaires sociales	5 211 665[1]		111 445	5 323 110
5 Agriculture, Pêcheries et Alimentation	468 821	7 222	3 394	479 437
6 Assemblée nationale	47 528		269	47 797
7 Commerce extérieur		7 500[2]		7 500
8 Commission administrative du régime de retraite	636 027			636 027
9 Communautés culturelles et Immigration	24 562		15 686	40 248
10 Communications	157 967	1 263	3 781	163 011
11 Conseil exécutif	116 449		60 259	176 708
12 Conseil du trésor	9 685		464	10 149
13 Éducation	6 506 088		53 103	6 559 191
14 Énergie et Ressources	258 223	3 278	16 678	278 179
15 Environnement	110 685		10 615	121 300
16 Finances	2 423 997	40 000	(363 710)	2 100 287
17 Fonction publique	150 955		(148)	150 807
18 Habitation et Protection du consommateur	253 253		13 595	266 848
19 Industrie, Commerce et Tourisme	174 364		714	175 078
20 Institutions financières et Coopératives	19 649		242	19 891
21 Justice	616 608	9 325	515	626 448
22 Loisir, Chasse et Pêche	206 084	900	14 570	221 554
23 Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1 952 666	152 129	(6 283)	2 098 514
24 Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 313 880[1]			1 313 880
25 Revenu	225 976		71	226 047
26 Transports	1 498 693	61 120	(3 323)	1 556 490
27 Travail			13 744	13 744
28 Travaux publics et Approvisionnement	317 035		408	317 443
	23 285 000	290 806	(30 595)	23 545 211
Plus: Loans, investments and advances				
1 Affaires culturelles			2 508	2 508
5 Agriculture, Pêcheries et Alimentation			1 199	1 199
10 Communications	2 500			2 500
13 Éducation	4 250			4 250
14 Énergie et Ressources	625		200	825
19 Industrie, Commerce et Tourisme	8 000		5 885	13 885
20 Institutions financières et Coopératives	600			600
22 Loisir, Chasse et Pêche			3	3
23 Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu			9 400	9 400
26 Transports			11 400	11 400
	15 975		30 595	46 570
	23 300 975	290 806	0	23 591 781

	Changes		Advances and Petty Cash	Total (including Capital Expenditure)	Capital Expenditure		
	Unexpended Appropriations (–)	Overexpended Permanent Appropriations +	(–)	=	By the Government	By Transfer Payment	Total
1	3 481		45	120 788	3 533	8 870	12 403
2	5 309		727	46 514	196		196
3	16 740		10	421 909	179	72 859	73 038
4	129 469	568	12	5 194 227	194	63 465	63 659
5	67 966	686	148	422 022	4 373	63 955	68 328
6	1 998		10	45 791	264		264
7	2 582		135	4 783	39		39
8	28 096	438	4	606 366	17		17
9	5 207		14	35 027	233		233
10	8 309	38	20	154 720	2 109	240	2 349
11	37 445		53	139 210	625	9 872	10 497
12	869		1	9 279	56		56
13	456 505	6 264	18	6 106 932	1 037	8 809	9 846
14	28 793	9	50	249 345	26 056	35 128	61 184
15	9 885		36	111 379	3 728	738	4 466
16	136 037	1 556	6	1 965 802	88		88
17	4 741		25	146 041	71		71
18	19 687		22	247 139	287	19 586	19 873
19	30 492	13 409	38	157 957	625	71 776	72 401
20	2 415	322	1	17 797	30		30
21	24 864	1 267	1 254	601 597	7 586		7 586
22	15 176	20	118	206 281	24 696	11 253	35 949
23	37 791	96	2 149	2 058 670	1 978	1 341	3 319
24	151 260			1 162 620		1 365	1 365
25	15 528	11 072	57	221 534	741		741
26	67 835	293	303	1 488 645	390 087	25 481	415 568
27	2 673	238	5	11 304	34		34
28	16 883	347	310	301 617	66 704		66 704
	1 317 001	36 657	5 571	22 259 296	535 566	394 736	930 304
1				2 508			
5				1 199			
10				2 500			
13	404			3 846			
14				826			
19	4 566			9 319			
20	450			150			
22	1			2			
23				9 400			
26				11 400			
	5 421			41 149			
	1 322 422[3]	36 657	5 571	22 300 445	535 566	394 736	930 304

[1] Including contributions of the Health Services Fund.
[2] An Act respecting the ministère du Commerce extérieur, in force on January 12, 1983.
[3] Including $ 329,0 million for suspension of the right to commit appropriations (mainly for cuts in remuneration in the public and parapublic sectors).

SUMMARY OF EXPENDITURE BY DEPARTMENT AND BY MISSION
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ THOUSANDS)

Departments	Economic Mission		Educational and Cultural Mission	
	1983	1982	1983	1982
Affaires culturelles			120 788	108 220
Affaires intergouvernementales				
Affaires municipales	56 017	56 949		
Affaires sociales				
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	422 022	373 932		
Assemblée nationale				
Commerce extérieur	4 783	2 129		
Commission administrative du régime de retraite			359 975	321 998
Communautés culturelles et Immigration	23 801	21 270	11 226	10 745
Communications	7 527	7 313	50 381	43 937
Conseil exécutif	7 965	8 245	1 800	1 650
Conseil du trésor				
Éducation			6 106 795	5 948 424
Énergie et Ressources	227 344	234 090		
Environnement	101 414	80 860		
Finances				
Fonction publique				
Habitation et Protection du consommateur				
Industrie, Commerce et Tourisme	157 967	142 242		
Institutions financières et Coopératives	12 053	11 696		
Justice				
Loisir, Chasse et Pêche	39 214	34 673	167 067	156 946
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	42 190	42 321		
Régie de l'assurance-maladie du Québec				
Revenu	7 639	4 146		
Transports	1 220 105	1 119 738	263 229	224 884
Travail	10 215	10 988		
Travaux publics et Approvisionnement				
	2 340 246	2 150 592	7 071 241	6 816 804
Change in $ thousands	189 654		254 437	
Change in %	8,8%		3,7%	

Social Mission		Governmental and Administrative Mission		Total	
1983	1982	1983	1982	1983	1982
				120 788	108 220
		46 514	44 776	46 514	44 776
		365 892	353 775	421 909	410 724
5 194 227	4 544 241			5 194 227	4 544 241
				422 022	373 932
		45 791	41 859	45 791	41 859
				4 783	2 129
		248 391	236 174	608 366	558 172
				35 027	32 015
		96 832	88 221	154 720	139 471
62 948	51 091	66 497	79 316	139 210	140 302
		9 279	7 299	9 279	7 299
		2 137	1 935	6 108 932	5 950 359
		22 001	20 475	249 345	254 565
9 965	8 977			111 379	89 837
		1 965 802	1 713 852	1 965 802	1 713 852
		146 041	133 210	146 041	133 210
228 042	184 220	19 097	17 852	247 139	202 072
				157 967	142 242
		5 744	5 193	17 797	16 889
11 592	9 497	590 005	551 208	601 597	560 705
				206 281	191 619
2 002 645	1 618 911	13 835	13 649	2 058 670	1 674 881
1 162 620	1 173 436			1 162 620	1 173 436
21 192	20 290	192 703	176 353	221 534	200 789
		16 311	16 323	1 488 645	1 360 945
1 069	1 069			11 304	12 057
		301 617	279 209	301 617	279 209
8 694 320	7 611 732	4 153 489	3 780 679	22 259 296	20 359 807
1 082 588 14,2%		372 810 9,9%		1 899 489 9,3%	

The notes on pages 31 to 36 are an integral part of the financial statements.

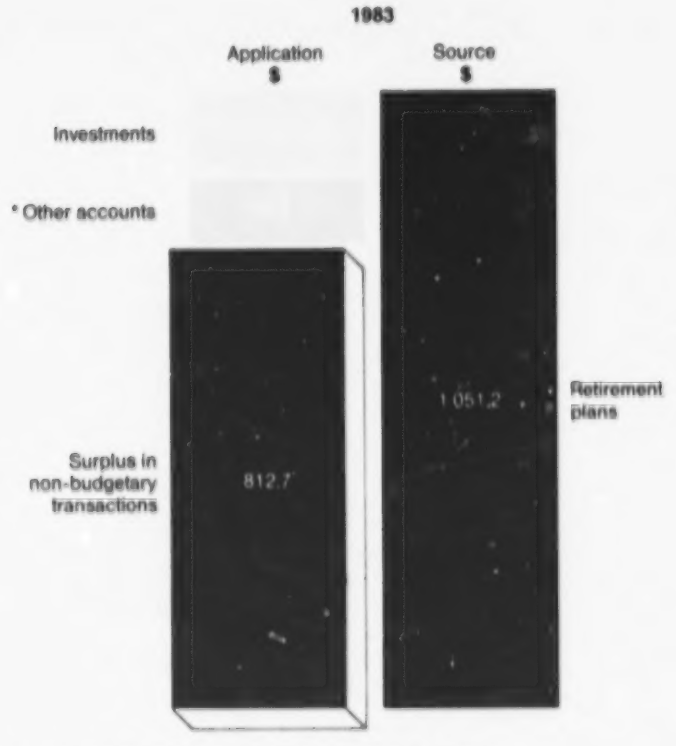
NON-BUDGETARY TRANSACTIONS

2

This category of transactions includes investment activities and transactions in the retirement plans account as well as changes in the accounts of the Government's working capital (Other Accounts *), except for the cash position.

SUMMARY
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ MILLIONS)

	1983	1982
Investments – shares, bonds, notes, loans and advances	−135,0	−115,0
Retirement plans account	+1 051,2	+1 007,3
* Other accounts	−103,5	−153,6
Surplus in non-budgetary transactions	+812,7	+738,7



N.B. : The minus (−) sign means a financial requirement and the plus (+) sign, a source of financing.
The notes on pages 31 to 36 are an integral part of the financial statements.

NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ THOUSANDS)

INVESTMENTS

SUMMARY	Shares	Bonds and Notes	Loans and Advances	Total
Enterprises of the gouvernement du Québec	104 450	5 010	(13 178)	96 282
Municipalities and municipal bodies		(1 565)	12	(1 553)
Individuals, corporations and others	2		40 306	40 308[2]
	104 452	3 445	27 140	135 037[2]

DETAIL	Disbursements[1]	Receipts	Adjustments	Total
Enterprises of the gouvernement du Québec				
SHARES AND INVESTMENT				
Raffinerie de sucre du Québec	5 000		13 000[3]	18 000
Société de développement autochtone de la Baie James	250			250
Société de développement des industries de la culture et des communications	2 500			2 500
Société générale de financement du Québec	40 000			40 000
Société nationale de l'amiante	12 200			12 200
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	5 000			5 000
Société québécoise d'initiatives pétrolières	26 500			26 500
	91 450		13 000	104 450
BONDS				
Société d'habitation du Québec	445	726	5 291[4]	5 010
LOANS AND ADVANCES *				
Office de l'électrification rurale		444		(444)
Office du crédit agricole du Québec		16 525		(16 525)
Raffinerie de sucre du Québec			(2 000)[3]	(2 000)
Régie de l'assurance automobile du Québec	27	388		(361)
Sidbec	146 732	138 753	2 068[5]	10 047
Société de développement coopératif	2 000			2 000
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	1 000	5 320		(4 320)
Société d'habitation du Québec	1 790	304	(5 291)[4]	(3 805)
Société du parc industriel du centre du Québec	1 930			1 930
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	300			300
	153 779	161 734	(5 223)	(13 178)
	245 674	162 460	13 068	96 282

DETAIL (cont'd)	Disburse-ments[1]	Receipts	Adjust-ments	Total
Municipalities and municipal bodies				
BONDS AND NOTES		1 565		(1 565)
LOANS AND ADVANCES		68	80[5]	12
		1 633	80	(1 553)
Individuals, corporations and others				
SHARES AND INVESTMENT				
Dentrite Associates Inc.	2			2
	2			2
LOANS AND ADVANCES *				
Individuals				
Students	3 846	1 374	660[6]	3 132
Fishermen	5 061	2 078		2 983
	8 907	3 452	660	6 115
Corporations and others	41 145	6 362	(592)[7]	34 191
	50 052	9 814	68	40 306
	50 054	9 814	68	40 308[2]

* Not including $ 369 692 486 in loans and advances to the Office des autoroutes du Québec written off on April 1, 1982 and $ 706 010 for the petty cash transferred to the ministère des Transports, consideration for which was charged to net debt.

[1] Including amounts payable.

[2] Not including the $ 4 933 553 change in the allowance for bad debts charged to net debt.

[3] Amount of $ 11 000 000 credited to revenue and $ 2 000 000 transferred from loans and advances to shares and investments.

[4] Amount of $ 5 290 488 transferred from loans and advances to bonds and notes.

[5] Capitalized interest.

[6] Amount of $ 674 331 credited to revenue and $ 13 946 charged to expenditure.

[7] Amount of $ 159 084 credited to revenue and $ 751 306 charged to expenditure.

NON-BUDGETARY TRANSACTIONS
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983

($ THOUSANDS)

RETIREMENT PLANS ACCOUNT

DETAIL

Plans	Contributions of Participants and of some Organizations		Contributions of the Government as Employer		Pensions and others Payments		Surplus
Government and Public Employees Retirement Plan	1 292		613 456		28 687		[illegible]
Teachers Pension Plan	104 286		361 241		150 968		[illegible]
Civil Service Superannuation Plan [1]	74 841 [1]		141 245 [2]		115 482		[illegible] [2]
Pension Plan of the Members of the Sûreté du Québec	11 386		41 507		7 095		[illegible]
Members of Parliament Retirement Plan	548		2 853		3 401		
Judges and Coroners Pension Plan	1 384		6 396		3 655		[illegible]
	193 737	+	1 166 698 [3]	(−)	309 288	=	1 051 147 [2]

[1] Including contributions by some bodies of $ 7 703 473 for current service and $ 18 017 000 for past service.
[2] Not including $ 9 730 000 for Office des autoroutes du Québec bonds for the plan transferred to the Government on April 1, 1982, consideration for which is charged to net debt.
[3]

	Current Service [a]	Past Service	Interest [b]	Total
R.R.E.G.O.P.	353 909		259 547	613 456
Other Plans				
Teachers (R.R.E.)	119 035	162 304	79 902	361 241
Civil Service (R.R.F.)	47 305	65 436	28 504	141 245
Members of la Sûreté du Québec	15 940	15 246	10 321	41 507
Members of Parliament	1 050	1 803		2 853
Judges and coroners	3 528	1 685	1 183	6 396
	540 767	246 474	379 457	1 166 698

[a] 140% of employees' contributions, except for R.R.E.G.O.P., R.R.E. and R.R.F. where the contribution of the Government as employer has been equal to that of the employee since July 1, 1982 (S.Q., 1982, c. 33).
[b] Interest on the balance of the account at the preceding March 31.

OTHER ACCOUNTS

DETAIL

	March 31, 1983	March 31, 1982	Amounts charged to Net Debt	Change [1]
Assets:				
Cash and bills in hand and outstanding deposits	32 605	36 361	451 [2]	+4 207
Accounts receivable:				
Agents and assignees	924 814	876 113		[illegible]
Other receivables	815 067	675 534	(103 844) [2,3]	[illegible]
Accrued interest	24 677	31 348	(6 947) [2]	[illegible]
Liabilities:				
Outstanding cheques	331 894	197 864		[illegible]
Advances from trust funds	48 645	43 733		[illegible]
Clearing accounts for collected taxes	181 381	177 411		[illegible]
Accounts payable	856 523	1 006 171	(2 173) [2]	[illegible]
Accrued interest	743 473	549 161	(713) [2]	[illegible]
Surplus (liabilities) over assets	(364 753)	(354 984)	(113 226)	[illegible]

[1] The minus (−) sign means a financial requirement and the plus (+) sign, a source of financing.
[2] Assets and liabilities of the Office des autoroutes du Québec transferred to the Government on April 1, 1982, consideration for which was charged to net debt.
[3] Change in the allowance for bad debts of $ 104 329 176.

FINANCING

This section explains how the Government financed its overall transactions

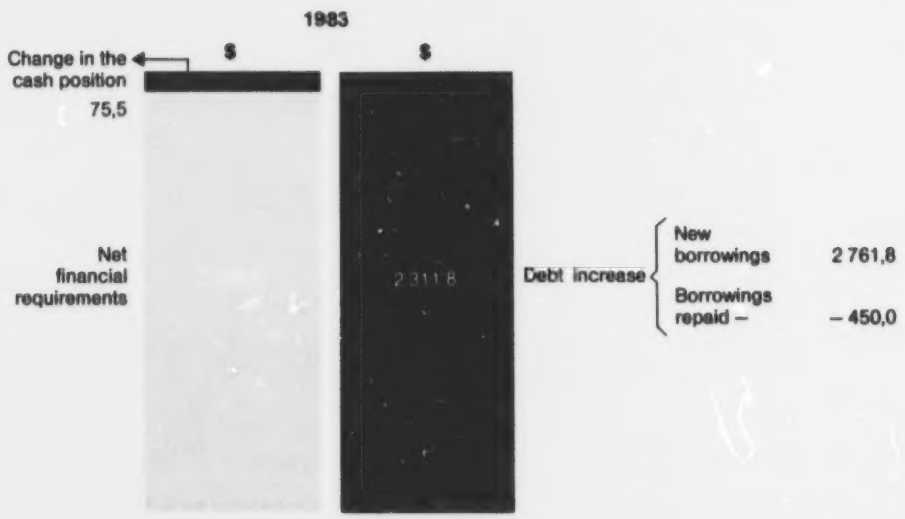
3

SUMMARY

FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983

($ MILLIONS)

	1983	1982
Change in the cash position	(75,5)	207,9
New borrowings		
Treasury bills	315,0	620,0
Negotiable bonds	1 672,0	1 839,8
Bonds redeemable on demand	680,6	231,1
Non-negotiable bonds	5,3	6,3
Other borrowings	88,9	254,4
Total of new borrowings	2 761,8	2 951,6
Less: repayment of borrowings	450,0	1 010,0
	2 311,8	1 941,6
Total	2 236,3	2 149,5



FINANCING
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ THOUSANDS)

CHANGE IN THE CASH POSITION
DETAIL

	March 31, 1983	March 31, 1982	Change*
Money in the bank	37 605	37 591	−14
Short-term investments	284 775	209 327	−75 448
Short-term borrowings			
Cash position	322 380	246 918	−75 462

* The minus (−) sign indicates an increase in cash.

NEW BORROWINGS
DETAIL

	Amount in Canadian Dollars	Par Value in Foreign Currency	Interest Rate [1]	Date of Issue	Date of Maturity	Price to Buyer	Yield to Buyer [2]
Treasury bills	315 000		Various	Various	Various	Various	Various
Negotiable bonds	50 000		16,50*	1982-04-15	1989-04-15	100,00	15,87
	150 000		17,20	1982-07-30	1988-05-01	100,00	17,20
	64 203 [3]	30 000 P.S.	14,50*	1982-08-15	1989-08-15	100,00	14,01
	98 095 [3]	20 000 000 Yen	8,70	1982-08-27	1988 – 1992-08-27	100,00	8,70
	50 000		16,75*	1982-09-01	1988-09-01	100,00	16,10
	125 000		15,25	1982-09-08	1989-09-08	100,00	15,25
	61 844 [3]	50 000 $ U.S.	14,25*	1982-10-07	1989-09-22	98,25	14,21
	150 000		14,45	1982-10-18	1989-04-18	100,00	14,45
	183 717 [3]	150 000 $ U.S.	13,00*	1982-11-01	1990-11-01	100,00	12,60
	150 000		12,75	1982-11-10	1987-11-10	100,00	12,75
	50 000		13,75	1982-11-22	1992-11-23	100,00	13,75
	75 000		12,75	1982-12-22	1992-12-22	99,75	12,79
	85 000		12,75	1982-12-22	1992-12-22	98,75	12,91
	40 000		13,25	1982-12-22	2002-12-22	98,30	13,48
	60 761 [3]	100 000 S.F.	5,75*	1982-12-29	1985 – 1992-12-29	100,00	5,67
	45 641 [3]	100 000 F.N.	7,50*	1983-02-15	1988-02-15	99,00	7,61
	57 719 [3]	50 000 E.C.U.	11,50*	1983-03-10	1989-03-10	100,00	11,19
	125 000		11,55	1983-03-15	1988-06-15	100,00	11,55
	50 000		12,35	1983-03-15	1993-03-15	100,00	12,35
	1 671 980						
Bonds redeemable on demand:	2 375		16,00-10,50*	1981-06-01	1996-06-01	100,00	Divers [4]
	678 189		16,50-10,50*	1982-06-01	1997-06-01	100,00	Divers [5]
	680 564						
Non-negotiable bonds:	5 321		12,01-16,53	1982-1983	2002-2003	100,00	12,01-16,53
Other borrowings [6]	33 404		8,50*	1982-06-14	1988 – 1992-06-14	86,81	15,67
	55 545 [3]	25 000 L.S.	15,00	1982-07-09	1992-07-09	100,00	15,00
	88 949 [7]						
Total	2 761 814						

[1] Interest is payable twice a year except on treasury bills, payable at the date of maturity, and other borrowings, payable at various periods according to credit agreements, and those with an asterik (*), payable on an annual basis.

[2] The yield to the buyer is determined on the basis of interest payable twice yearly.

[3] Canadian equivalent of par value on the dates loans were contracted.

[4] The 16% interest rate on savings bonds issued on June, 1981 was increased to 18% for two months as of August 1, 1981, to 19¼% as of October 1, 1981 and to 16,5% from October 1, 1982 to May 31, 1983. As of June 1, 1983 and thereafter ot maturity, the interest rate on that issue has been 10,5%

[5] The interest rate on savings bonds issued on June 1, 1982 is 16,5% for the first year and 10,5% thereafter to maturity.

[6] The effective rate for the buyer is 16,29%, since terms of the borrowing provide for a par value of $ 50 000 000 at maturity for paid capital of $ 33 404 500.

[7] Not including a note for $ 50 583 068, less a $ 23 500 680 sinking fund, issued to the Office des autoroutes du Québec on April 1, 1982 by the Minister of Finance in respect of the bonded debt of the enterprise, the consideration for which was charged to net debt.

REPAYMENT OF BORROWINGS [1]
DETAIL

	Par Value	
	Foreign Currency	Canadian Equivalent [2]
Bonds		
Negotiable:		
In Canadian currency		125 526 [3]
In U.S. currency	85 300 $ U.S.	85 695
In Federal Republic of Germany currency	10 000 D.M.	3 123
In French currency	12 000 F.F.	2 415
In Japanese currency	1 000 000 Yen	3 268
In European currency units	1 000 E.C.U.	2 011
		222 038
Redeemable on demand:		
In Canadian currency		
Québec Savings Bonds		163 418
Assumed		
In Canadian currency		826
In U.S.currency	2 651 $ U.S.	2 684
		3 510
Other borrowings		
In Canadian currency		
Government of Canada		2 198
Office des autoroutes du Québec		1 250
		3 448
Borrowings repaid		392 414
Contributions to the sinking fund		57 561
		449 975

[1] Including contributions to the sinking fund.

[2] On the date borrowings were contracted.

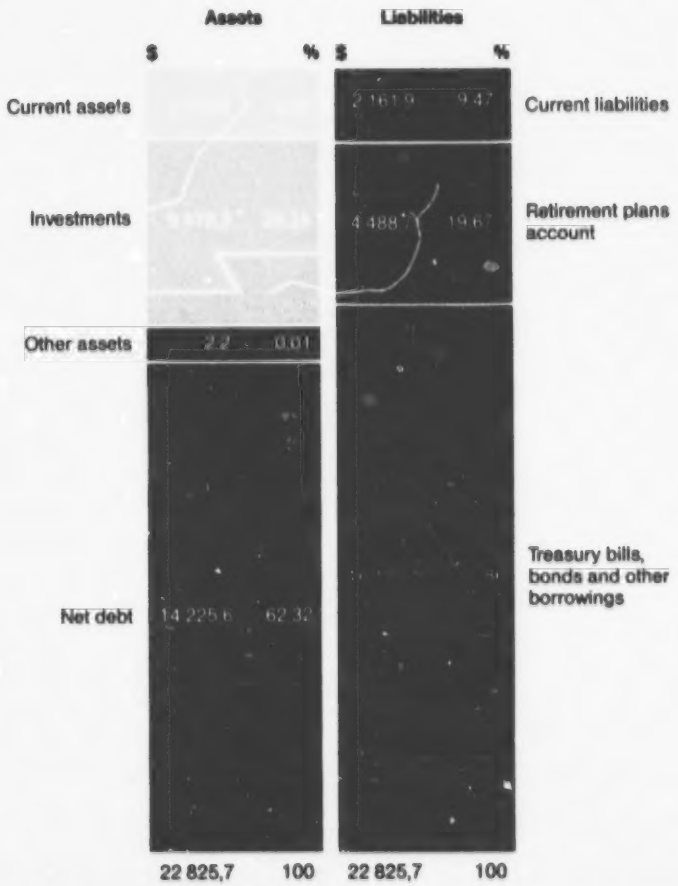
[3] Not including $ 1 158 in contributions of the sinking fund.

ASSETS AND LIABILITIES

NET DEBT

4

SUMMARY
AT MARCH 31, 1983
($ MILLIONS)



GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ASSETS AND LIABILITIES
AT MARCH 31, 1983

ASSETS
($ THOUSANDS)

Page		1983	1982
	Money in the bank	37 605	37 591
	Short-term investments	294 775	209 327
	Cash and bills in hand and outstanding deposits	32 909	36 361
38	Accounts receivable	1 739 881	1 551 647
	Accrued interest (Note 3)	24 677	31 348
		2 119 543	1 866 274
40	Investments – shares, bonds, notes, loans and advances		
	Enterprises of the gouvernement du Québec (Notes 2 and 3)	6 252 203	6 525 613
	Municipalities and municipal bodies	72 738	74 291
	Individuals, corporations and others	153 340	117 260
		6 478 281	6 717 164
	Other assets	2 210	2 210
	TOTAL ASSETS	8 600 034	8 585 648
30	NET DEBT	14 225 644	10 652 655
		22 825 678	19 238 303

Guy Langlois, c.a.
Comptroller of Finance

Robert Normand
Deputy Minister of Finance

LIABILITIES
($ THOUSANDS)

Page		[illegible]	1982
	Outstanding cheques	[illegible]	197 864
	Trust fund balances	[illegible]	43 733
42	Clearing account for collected items	[illegible]	177 411
42	Accounts payable (Note 4)	[illegible]	1 008 171
	Accrued interest	749 473	549 161
		2 161 910	1 974 340
43	Retirement plans account (Note 5)	4 499 571	3 427 794
43	Treasury bonds	1 325 000	1 010 000
43	Bonds less sinking funds (Note 6)	13 290 084	11 338 747
45	Other borrowings (Note 8)	1 997 187	1 487 422
		16 612 271	13 836 169
	TOTAL LIABILITIES	23 273 752	19 238 303

Notes to the financial statements are an integral part of the statements.

NET DEBT
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ THOUSANDS)

	1983	1982
Opening balance	12 059 002	12 059 002
Current deficit	3 049 039	2 888 233
Allowance of the Office des autoroutes du Québec (note 3)	414 694	
Amount charged to the allowance for bad debts	108 283	79 488
Repayment of Hydro-Québec shares effected by the Minister of Finance and paid into the non-consolidated earnings of that Government enterprise until December 31, 1982		(4 374 109)
Reclassification of other assets following the 1981 census		41
Closing balance	14 269 944	10 652 656

Notes to the financial statements are an integral part of the statements.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

1 – Accounting policies

The financial statements of the gouvernement du Québec were prepared according to the accounting policies shown on page 6.

The financial statements of the gouvernement du Québec present accounts relating to the Consolidated Revenue Fund which integrate only those of the Health Services Fund appearing in the financial statements of special funds administered by the Government; with the exception of that Fund, the latter are deemed not to be related to the Consolidated Revenue Fund.

These statements record the financial transactions of departments listed in Appendix 1 and those of bodies also listed in that Appendix insofar as their operating expenditures chargeable to appropriations are made out of the Consolidated Revenue Fund and their revenues are generally credited to it. This list does not include bodies and Government enterprises that benefit from transfer payments out of the Fund where such payment is not accompanied by a direct consideration in goods and services acquired by the Government.

The accounts of the enterprises of the gouvernement du Québec listed in Appendix 2 are presented in their own financial statements and are therefore excluded from the Government's, except for transactions which passed through the Consolidated Revenue Fund.

2 – Investments

Investments in enterprises of the gouvernement du Québec are recorded as follows:

	1983	1982
	($ millions)	($ millions)
Hydro-Québec – at the value of its reserves at December 31, 1980	4 374,1	4 374,1
Others – at cost	1 878,1	2 151,5
	6 252,2	6 525,6

The Hydro-Québec Act (R.S.Q., c. H-5 and amendments) stipulates that all of Hydro-Québec's reserves at December 31, 1980 are applied to the payment in full of 43 741 090 shares allotted to the Minister of Finance. Until December 31, 1980, Hydro-Québec's accumulated net earnings were allotted to reserves for network renovation, contingencies and rate stabilization. The Government recorded its allotted shares at the amount charged to capital shares issued by Hydro-Québec; the investment account for enterprises of the gouvernement du Québec was thereby increased in 1982 by $4 374,1 million and the net debt reduced by the same amount.

Appendix 2 shows Government equity in its enterprises at $ 7 373,7 million ($7 048,6 million in 1982), including $62,9 million in 1983 for those in which it has no capital. Such equity includes amounts recorded at March 31, 1983, increased by the surpluses and reserves accumulated by some enterprises and decreased by the accumulated deficits of others.

3 – Integration of the Office des autoroutes du Québec

The Act to amend the Autoroutes Act and other legislation (Chapter 49 of the 1982 Statutes) came into force on January 1, 1983 and integrated the operations of the Office des autoroutes du Québec into those of the ministère des Transports. The change in the role of the Office took effect on April 1, 1982, as the Act stipulates.

The only object the Office retained is to repay its long-term debt of $50,6 million of commitments payable April 1, 1982, previously guaranteed by the Government, and to pay accrued interest of $0,7 million at that date, the total decreased by a $24,5 million sinking fund accumulated at the same date. The Minister of Finance subscribed, in favour of the Office, a note for $27,8 million including the terms, interest rates and other conditions compatible with the full discharge of the liabilities of the Office relating to repayment of its long-term debt. Consideration for this note was recorded at the net debt while the total long-term debt of the Office was recorded at other borrowings of the Government. Accrued interest on that debt and the balance of the sinking fund whose management is entrusted to the Minister of Finance were recorded as such in the accounts of the Government.

In compliance with the abovementioned Act, advances receivable of the Office at March 31, 1982, recorded at the account investments in enterprises of the Government, in the amount of $369,7 million, and accrued interest on advances at that date, in the amount of $6,9 million, were written off the books on April 1, 1982 and their consideration, totalling $376,6 million, was also recorded at the net debt.

The other realizable assets and the liabilities of the Office at April 1, 1982 were integrated into the accounts of the Government and the variance between assets and liabilities thus entered was also recorded at the net debt:

	(millions $)
Realizable assets	
Cash and bills in hand and outstanding deposits	0,4
Accounts receivable	0,5
Investments – individuals, corporations and others	0,7
	1,6
Liabilities	
Accounts payable	2,2
Retirement plans account	9,7
	11,9
Variance between recognized assets and liabilities	10,3

The $451,2 million in fixed assets of the Office transferred to the Government at April 1, 1982 are shown in the list of capital assets published in Volume 2 of the Public Accounts. Those fixed assets have not been recorded in the assets of the Government according to current accounting policies. The same is true for costs of the Office brought forward at April 1, 1982 and the value of stocks of materials and supplies held by the Office at that date and transferred to the Government.

Summary of transactions relating to integration affecting the net debt:

	($ millions)
Issue of a payable note	27,8
Write off of advances and accrued interest payable of the Office	376,6
Variance between recognized assets and liabilities	10,3
	414,7

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS
(cont'd)

4 – Accounts payable

The amount of $856,5 million represents the unpaid portion of the cost of Government transactions recognized at March 31, 1983 ($1 006,2 million in 1982). Because of provisions in the accounting policies and in the Financial Administration Act, some expenditures incurred during the current year as well as previous years have not been charged to an appropriation and and have been recorded at accounts payable. The estimate of unrecorded accounts payable at March 31, 1983 is shown in Appendix 3; it totals $1 343,8 million ($1 431,3 million in 1982).

5 – Retirement plans account

This liability is made up of an amount of $2 930,7 million for the Government and Public Employees Retirement Plan and an amount of $1 558,0 million for other plans. In 1982, the balances were respectively $2 344,6 and $1 083,2 million.

(a) Government and Public Employees Retirement Plan

The amount of $2 930,7 million does not include Government commitments relating to participants in pension plans for civil servants and teachers who opted for this Plan and those resulting from appropriations granted to certain pensioners in the Social Affairs sector. The estimate of those Government commitments by the Commission administrative du régime de retraite is $841,3 million at December 31, 1982, based on population data and assumptions used for their actuarial evaluation of December 31, 1981 when the liability amounted to $762,7 million. This estimate takes into account financial transactions carried out in 1982.

It does not include Government commitments relating to supplementary pension plans whose actuarial evaluation at December 31, 1981 totalled $28,2 million or $427,7 million representing the shortfall in the Government contribution to interest since the plan began on July 1, 1973.

(b) Other pension plans

At March 31, 1983, the amount recorded on Government books in respect of the liabilities of these pension plans is $1 558,0 million ($1 083,2 million in 1982).

Commitments toward participants in the pension plans of civil servants, teachers, members of the Sûreté du Québec, the Legislature and the Magistrature are assumed by the Government. The Commission administrative du régime de retraite whose fiscal year corresponds to the calendar year has estimated the liability toward these plans at $10 733,6 million at December 31, 1982, based on 1981 population data. At December 31, 1981, this estimate was $10 545,8 million, based on 1978 population data. The latter estimate was revised to $9 640,8 million in accordance with actuarial evaluations based on 1981 population data and the assumptions employed.

The Act to amend various legislation respecting Pension Plans (Chapter 33 of the 1982 Statutes) moderated the progression of the pension plans deficit with regard to service subsequent to June 30, 1982 that would have been otherwise obtained, on the basis of actuarial liability. The main objective of the Act is to annually reduce budgetary expenditures and Government financial requirements with respect to the Government and Public Employees Retirement Plan and civil servants and teachers pension plans. While safeguarding the acquired rights of pensioners and participants in those plans, the Act prescribes the following changes, for future service only:

- Costs of the plans are shared equally between employee and employer as of July 1, 1982.
- For that part of a pension related to years of service acquired subsequent to June 30, 1982, the indexing of the pension is computed according to the increase in the Consumer Price Index exceeding 3%.

6 – Bonds and other borrowings in foreign currency

Bonds and other borrowings in foreign currency are recorded in the Canadian equivalent of their par value on the dates they are made and debts accepted. Had the exchange rate in force on March 31, 1983 been applied to those bonds and other borrowings, the debts would have increased by $306,2 million ($341,9 million in 1982), including $5,9 million for the amount maturing during the 1983-1984 fiscal year.

7 – Contingent liabilities and financial commitments

Loans guaranteed by the Government amount to $19 432,4 million at March 31, 1983 ($17 838,4 million in 1982), of which $17 611,4 million in 1983 is related to Hydro-Québec borrowings. Financial commitments total $7 131,8 million at that date ($6 735,8 million in 1982). These contingent liabilities and financial commitments are shown in summary form in Appendix 4.

8 – Comparative figures

The Government changed the name of one department and transferred services between departments during the 1982-1983 fiscal year. The ministère du Travail, Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu became the ministère de la Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu and the ministère du Travail was created on December 16, 1982.

Responsibility for safety in public buildings which had been under the ministère du Travail, Main-d'Oeuvre et Sécurité du revenu was entrusted to the ministère de l'Habitation et Protection du consommateur. As of September 1, 1982, the Charter of the French language was transferred from the ministère de l'Éducation to the ministère des Communautés culturelles et Immigration, and the Office des services de garde à l'enfance was transferred from the ministère des Affaires sociales to the ministère du Conseil exécutif, effective April 1, 1982.

The Service du commerce extérieur which had been under the ministère de l'Industrie, Commerce et Tourisme was transferred for a two month period to the Conseil exécutif and the ministère du Commerce extérieur was subsequently created. The Government granted it a budget from the Consolidated Revenue Fund for the period from January 19 to March 31, 1983.

Administration of the Real Estate Brokerage Act was transferred from the ministère des Institutions financières et Coopératives to the ministère de l'Habitation et Protection du consommateur as of February 2, 1983.

The comparative financial data of 1982 have been adjusted as required to correspond to the 1983 presentation of the financial statements in order to account for new titles, transfers of jurisdiction and certain other budgetary classifications.

The integration of the operations of the Office des autoroutes du Québec as at April 1, 1982 was not applied retroactively.

NOTE TO FINANCIAL STATEMENTS (cont'd)
DEPARTMENTS AND GOVERNMENT BODIES

APPENDIX 1

Affaires culturelles
- Bureau de surveillance du cinéma
- Commission des biens culturels

Affaires intergouvernementales

Affaires municipales
- Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec
- Commission municipale du Québec
- Commission nationale de l'aménagement

Affaires sociales
- Conseil des affaires sociales et de la famille

Agriculture, Pêcheries et Alimentation
- Commission de protection du territoire agricole du Québec
- Office du crédit agricole du Québec
- Régie des assurances agricoles du Québec
- Régie des grains du Québec
- Régie des marchés agricoles du Québec

Assemblée nationale

Commerce extérieur

Commission administrative du régime de retraite

Communautés culturelles et Immigration
- Commission d'appel de francisation des entreprises
- Commission de surveillance de la langue française
- Commission de toponymie
- Conseil de la langue française
- Office de la langue française

Communications
- Commission d'accès à l'information
- Régie des services publics

Conseil exécutif
- Conseil de la politique scientifique du Québec
- Conseil du statut de la femme
- Commission de la représentation
- Office de planification et de développement du Québec
- Office des personnes handicapées du Québec
- Office des services de garde à l'enfance

Conseil du trésor

Éducation
- Conseil des collèges
- Conseil des universités
- Conseil supérieur de l'éducation
- Office des professions du Québec

Énergie et Ressources
- Régie de l'électricité et du gaz

Environnement
- Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
- Conseil consultatif de l'environnement

Finances
- Public Curatorship (from April 1, 1982 to December 16, 1982)

Fonction publique
- Commission de la fonction publique
- Office du recrutement et de la sélection du personnel de la fonction publique

Habitation et Protection du consommateur
- Office de la protection du consommateur
- Régie des entreprises de construction du Québec
- Régie du logement
- Société d'habitation du Québec

Industrie, Commerce et Tourisme
- Société de développement industriel du Québec
- Société du parc industriel du centre du Québec

Institutions financières et Coopératives
- Commission des valeurs mobilières du Québec
- Régie de l'assurance-dépôts du Québec

Justice
- Commission de police du Québec
- Commission de refonte des lois et des règlements
- Commission des droits et libertés de la personne du Québec
- Commission québécoise des libérations conditionnelles
- Comité de la protection de la jeunesse
- Protection civile du Québec
- Régie des permis d'alcool du Québec
- Tribunal de l'expropriation

Loisir, Chasse et Pêche
- Régie de la sécurité dans les sports

Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
- Commission des affaires sociales

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Revenu
- Régie des loteries et courses du Québec

Transports
- Commission des transports

Travail
- Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre
- Conseil des services essentiels

Travaux publics et Approvisionnement

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS (cond't)
EQUITY OF THE GOVERNMENT IN GOVERNMENT CORPORATIONS [1] APPENDIX 2

($ THOUSANDS)

Name of the enterprise	Government Contribution at March 31, 1983	Accumulated Surplus, Reserves or (Deficits) [2]	Government Equity	
			1983	1982
ENTERPRISES IN WHICH THE GOVERNMENT HAS AN INVESTMENT				
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	10 000		10 000	10 000
Hydro-Québec (1982-12-31)	4 374 109	1 344 616	5 718 725	4 926 037
Office de l'électrification rurale	2 111		2 111	2 555
Office des autoroutes du Québec				415 228
Office du crédit agricole du Québec	184 550	3 139	187 689	203 625
Raffinerie de sucre du Québec	18 000	(2 681)	15 319	13 013
Régie de l'assurance automobile du Québec				361
Régie de l'assurance-dépôts du Québec	6 400		6 400	6 400
Sidbec (1982-12-31)	603 496	(394 785)	208 711	350 401
Société d'aménagement de l'Outaouais	35 113	(22 845)	12 268	16 918
Société de cartographie du Québec	3 000	(1 160)	1 840	2 497
Société de développement autochtone de la Baie James	2 750		2 750	2 500
Société de développement coopératif	20 620	262	20 882	18 892
Société de développement de la Baie James (1982-12-31)	60 000	2 537	62 537	63 267
Société de développement des industries de la culture et des communications	11 000	(765)	10 235	8 012
Société de développement immobilier du Québec	74 666	(10 032)	64 634	63 429
Société de développement industriel du Québec	32 944	11 199	44 143	47 411
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec – Rexfor	73 730	14 257	87 987	97 226
Société des alcools du Québec (1983-03-26)	30 000	14 773	44 773	33 037
Société des loteries et courses du Québec	170	10 891	11 061	9 646
Société des traversiers du Québec	1 500	568	2 068	1 966
Société d'habitation du Québec (1982-12-31)	148 726	7 244	155 970	152 195
Société du parc industriel du centre du Québec	39 986	(2 315)	37 671	35 932
Société générale de financement du Québec (1982-12-31)	206 934	41 047	247 981	218 390
Société nationale de l'amiante	49 097	(18 141)	30 956	35 556
Société québécoise d'exploration minière – Soquem	89 000	49 743	138 743	131 080
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires – Soquia	40 300	1 391	41 691	43 292
Société québécoise d'initiatives pétrolières – Soquip	134 000	(205)	133 795	105 269
Société du parc industriel, commercial et aéroportuaire de Mirabel et Société inter-port de Québec	1	9 767	9 768	5 903
	6 252 203	1 058 505	7 310 708	7 020 038
ENTERPRISES IN WHICH THE GOVERNMENT DOES NOT HAVE AN INVESTMENT				
Centre de recherche industrielle du Québec		16 354	16 354	12 084
Corporation d'hébergement du Québec		29 685	29 685	10 245
Société de la Place des Arts de Montréal (1982-09-01)		9 794	9 794	
Société de radio-télévision du Québec (1982-08-31)		7 039	7 039	6 352
Société du Grand Théâtre de Québec (1982-08-31)		(215)	(215)	(145)
Société du Palais des Congrès de Montréal		286	286	
		62 943	62 943	28 536
	6 252 203	1 121 448	7 373 651	7 048 574

[1] The enterprises listed are those in which the majority of directors are appointed by the Government, except for the Société de développement de la Baie James. Bodies administering insurance funds and trusts, except for Government contributions granted as endowment and advances to the Fonds d'assurance-prêts agricole et forestiers, the Régie de l'assurance-automobile du Québec and the Régie de l'assurance-dépôts du Québec, are not included.

[2] At March 31, 1983, except where another date follows the name of the enterprise. The surpluses and accumulated reserves or deficits are those shown in the enterprises respective financial statements which differ substantially from the Government's.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS (cont'd)
ESTIMATE OF ACCOUNTS PAYABLE NOT RECORDED AT MARCH 31, 1983 APPENDIX 3

($ THOUSANDS)

			1983	1982
FOR OPERATING EXPENSES AND CAPITAL EXPENDITURE INCURRED AT MARCH 31, 1983 AND NOT ACCOUNTED FOR				
Merchandise delivered and services provided			11 007	21 954
Expropriation indemnities relating to assets which the Government had taken into possession or which it was legally entitled to take into possession before April 1			38 695	49 636
Outstanding balance on assets purchased on instalment			3 331	3 807
			53 033	75 397
FOR TRANSFER PAYMENTS RELATING TO CHARGES INCURRED AT MARCH 31, 1983 AND NOT ACCOUNTED FOR				
To be paid to school boards and institutions which operate according to a budget prepared under departmental policies, including school transportation	Year 1982-1983[1]	Previous years[1]		
Health institutions and social services establishments	55 516 [2]		55 516 [2]	
		345 631[2]	345 631 [2]	429 698 [2]
			401 147	429 698
School boards				
Operations	(71 036)[3]		(71 036)[3]	(19 649)[3]
		469 238[4]	469 238 [4]	403 920 [4]
		210 621[5]	210 621 [5]	239 368 [5]
			608 823	623 639
Transportation	45 990 [6]	11	46 001	49 574
General and vocational colleges (Cégeps)	49 292 [6]		49 292	48 287
Universities	74 087 [6]		74 087	70 482
Private educational institutions	25 186 [6]		25 186	19 561
	179 035	1 025 501	1 204 536	1 241 241
TO BE PAID TO TRANSPORTATION COMMISSIONS FOR OPERATING EXPENSES			62 991 [7]	87 862
TO BE PAID TO VARIOUS BODIES AND INDIVIDUALS			23 209	26 769
			86 200	114 631
			1 343 769	1 431 269

[1] Subsidized institutions.

[2] The arrears accumulated from 1974 to 1983 may be revised after completion of analyses of the financial statements of health institutions and social services establishments. Surpluses to be recovered of $ 37,0 million in 1983 and $ 16,3 million in 1982 were decreased by accumulated deficits. In 1982-1983, a sum of $ 90,1 million was paid on arrears at 31 March 1982, revised to the higher amount of $ 6,0 million.

[3] Surplus of transfer payments charged to appropriations in relation to operating expenses incurred during the Government's fiscal year.

[4] In 1983, for the last instalment of 15% for the 1981-1982 school year and in 1982 for the 1980-1981 school year.

[5] Arrears for the 1979-1980 and previous school years, $ 28,7 million of which was paid in 1982-1983. The balance is scheduled to be repaid between the present and March 31, 1987.

[6] Accounts payable are the result of the actual cost of expenditures incurred by institutions during the Government's fiscal years and payments of transfer payments charged to appropriations of Government fiscal years.

	Annual expenditures incurred by institutions in relation the the Government's fiscal year		Allocation of transfer payments charged to appropriations of the Government's fiscal year		
	Government fiscal year Current	Subsequent	Current	Subsequent	
	%	%	%	%	As of
School boards					
Operating	70	30	70	15,15[8]	1979-1980
Transportation	70	30	50	50	1975-1976
Cégeps	75	25	68	32	1979-1980
Universities	83,3	16,7	75	25	1970-1971
Private educational institutions	70	30	60	40	1969-1970

[7] For the 1979 operating deficits of the C.T.C.U.M. and the C.T.R.S.M. ($ 73,9 million in 1982). These deficits will be repaid before April 1988.

[8] 15% during the first subsequent year and 15% during the second subsequent year.

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS (cont'd)
CONTINGENT LIABILITIES AND FINANCIAL COMMITMENTS

APPENDIX 4

($ THOUSANDS)

	1983	1982
GUARANTEED LOANS		
Hydro-Québec	17 611 423	16 269 701
Régie des installations olympiques	665 604	673 893
Sidbec	360 950	113 550
Other Government enterprises	324 515	371 775
Loans to students	436 836	360 226
Municipalities, individuals and corporations	33 105	49 240
	19 432 433	17 838 385
FINANCIAL COMMITMENTS		
Budgetary:		
For repayment of the principal of loans contracted for capital expenditures		
School boards and educational institutions	2 669 502	2 607 467
Health institutions and social services establishments	975 731	880 455
Municipalities and municipal bodies		
Métro construction and other capital expenditures	769 450	702 888
Water purification	386 343	261 869
Other	47 468	46 805
For bank credit lines on behalf of school boards and health institutions and social services establishments for capital expenditures	732 768	492 825
For capital expenditures of municipal bodies		
Waterworks, sewers and other	228 609	250 723
Water purification	799 766	854 312
For government employees accumulated sick leave	230 997	294 096
For financial assistance to enterprises of the gouvernement du Québec, family housing and other, chargeable to permanent appropriations	90 891	111 794
	6 931 525	6 503 234
Non-budgetary:		
Outstanding balance for capital contributions to enterprises of the gouvernement du Québec, chargeable to permanent appropriations	200 250	232 600
	7 131 775	6 735 834

OTHER CONTINGENT LIABILITIES

Sidbec

Under a guarantee contract, the gouvernement du Québec has guaranteed amounts to be paid by Sidbec under a completion contract for its integrated mining complex. The guarantee provides mainly for payment in the event that Sidbec-Normines Inc. is short of funds or fails to repay capital and interest on bonds issued by Sidbec-Normines Inc. which at March 31, 1983 totalled $ 466,6 million ($ 474,4 million in 1982). Sidbec obligations in any such situation may not be less than its 50,1% share of Sidbec-Normines Inc. equity.

Société générale de financement du Québec

The gouvernement du Québec has guaranteed amounts to be paid by this corporation under a completion contract relating to setting up an integrated forest complex. The contract provides mainly for the payment of sums in the event that Donohue-St-Félicien is short of funds or fails to repay capital and interest on bonds issued by Donohue-St-Félicien Inc. which, at March 31, 1983, totalled $ 148,5 million ($ 158,0 million in 1982).

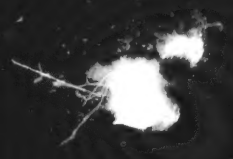
Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers

The Minister of Finance is authorized to pay to the Fund, at the latter's request, the sums required to pay its commitments to lenders which must first be made from its own revenue and, where that is insufficient, from any part of the capital of the Fund that exceeds $ 10 million.

At March 31, 1983, the equity of the Fund totalled $ 13,2 million ($ 13,3 million in 1982) and the balance on the principal of loans granted was $ 1 326,7 million ($1 221,7 million in 1982).

APPENDICES TO ASSETS AND LIABILITIES AT MARCH 31, 1983

5



ACCOUNTS RECEIVABLE

($ THOUSANDS)

	Agents and Assignees – April returns		Other receivables		Total	
	1983	1982	1983	1982	1983	1982
REVENUE						
Income and property taxes						
Personal income	488 324	473 903	511 119	405 703	999 443	879 606
Employer's contributions to the Health Insurance Fund	109 708	103 947			109 708	103 947
Corporation taxes			84 252	82 350	84 252	82 350
Succession duties			13 938	10 361	13 938	10 361
Consumer taxes						
Retail sales	167 289	141 080	102 451	96 050	269 740	237 130
Fuel	85 921	99 205	6 569	7 929	92 490	107 134
Others	49 952	43 518	65 268	50 558	115 220	94 076
Duties and permits	23 620	14 460	37 807	24 957	61 427	39 417
Miscellaneous			152 795	134 593	152 795	134 593
Government corporation transfers			15 275	14 400	15 275	14 400
Government of Canada transfers			237 849	172 418	237 849	172 418
EXPENDITURE AND OTHERS			76 216[1]	61 006	76 216	61 006
	924 814	876 113	1 303 539[2]	1 060 325	2 228 353	1 936 438
Less:						
Allowance for bad debts			488 472[2]	384 791	488 472	384 791
	924 814	876 113	815 067	675 534	1 739 881	1 551 647

[1] Including $ 9 928 835 representing the Canadian equivalent at March 31 of 5 425 000 P.S. on deposit with a London agent for accrued interest maturing April 1, 1983 on a borrowing in United Kingdom currency.

[2] Including $ 648 130 for debts written off during the 1982-1983 fiscal year.

INVESTMENTS

($ THOUSANDS)

		Shares	
		1983	1982
	SUMMARY		
1	Entreprises of the gouvernement du Québec	5 695 921	5 591 471
2	Municipalities and municipal bodies		
3	Individuals, corporations and others	22 105	22 103
		5 718 026	5 613 574
	DETAIL		
	Entreprises of the gouvernement du Québec		
4	Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers (endowment)	10 000	10 000
5	Hydro-Québec	4 374 109	4 374 109
6	Office des autoroutes du Québec		
7	Office du crédit agricole du Québec		
8	Raffinerie de sucre du Québec	18 000	
9	Sidbec	582 000	582 000
10	Société d'aménagement de l'Outaouais		
11	Société de développement coopératif		
12	Société de développement de la Baie James	60 000	60 000
13	Société de développement des industries de la culture et des communications	11 000	8 500
14	Société de développement immobilier du Québec	7 666	7 666
15	Société de développement industriel du Québec (endowment)	32 944	32 944
16	Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec	58 750	58 750
17	Société des alcools du Québec	30 000	30 000
18	Société d'habitation du Québec		
19	Société du parc industriel du centre du Québec		
20	Société générale de financement du Québec	191 934	151 934
21	Société nationale de l'amiante	49 097	36 897
22	Société québécoise d'exploration minière	89 000	89 000
23	Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	40 000	35 000
24	Société québécoise d'initiatives pétrolières	134 000	107 500
25	Other[1]	7 421	7 171
		5 695 921	5 591 471
	Municipalities and municipal bodies		
26	Investment in development projects		
27	Special areas program		
28	Other projects		
	Individuals, corporations and others		
	Individuals		
29	Students		
30	Fishermen		
31	Less allowance for bad debts		
32	Corporations and others	22 105	22 103
33	Less allowance for bad debts		
		22 105	22 103
		22 105	22 103
		5 718 026	5 613 574

[1] Enterprises in which the Government's participation at March 31, 1983 is less than 10 000 000 $.

Bonds and Notes		Loan and Advances		Total		
1983	1982	1983	1982	1983	1982	
133 952	128 942	422 330	805 200	6 252 203	6 525 613	1
65 581	67 146	7 157	7 145	72 738	74 291	2
505	505	130 730	94 652	153 340	117 260	3
200 038	196 593	560 217	906 997	6 478 281	6 717 164	
				10 000	10 000	4
				4 374 109	4 374 109	5
		[2]	369 692	[2]	369 692	6
		184 550	201 075	184 550	201 075	7
			2 000	18 000	2 000	8
		21 496	11 449	603 496	593 449	9
		35 113	35 113	35 113	35 113	10
		20 620	18 620	20 620	18 620	11
				60 000	60 000	12
				11 000	8 500	13
		67 000	67 000	74 666	74 666	14
				32 944	32 944	15
		14 980	19 300	73 730	78 050	16
				30 000	30 000	17
133 952	128 942	14 774	18 579	148 726	147 521	18
		39 986	38 056	39 986	38 056	19
		15 000	15 000	206 934	166 934	20
				49 097	36 897	21
				89 000	89 000	22
		300		40 300	35 000	23
				134 000	107 500	24
		8 511	9 316	15 932	16 487	25
133 952	128 942	422 330	805 200	6 252 203	6 525 613	
15 129	15 793			15 129	15 793	26
49 732	50 565	7 157	7 145	56 889	57 710	27
720	788			720	788	28
65 581	67 146	7 157	7 145	72 738	74 291	
		13 856	11 231	13 856	11 231	29
		14 906	11 923	14 906	11 923	30
		28 762	23 154	28 762	23 154	
		5 834	4 374	5 834	4 374	31
		22 928	18 780	22 928[3]	18 780	
505	505	114 389	79 493	136 999	102 101	32
		6 587	3 621	6 587	3 621	33
505	505	107 802	75 872	130 412	98 480	
505	505	130 730	94 652	153 340	117 260	
200 038	196 593	560 217	906 997	6 478 281	6 717 164	

[2] Advances at April 1, 1982 were written off (see Notes on page 31).
[3] Including $ 506 497 for debts written off.

CONTINUITY OF THE CLEARING ACCOUNT FOR COLLECTED TAXES
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ THOUSANDS)

	Various Municipalities	Régie de l'assurance automobile du Québec	Fonds spécial olympique	Régie des rentes du Québec	Total
Opening balance	152 106	15 447	3 750	6 108	177 411
Receipts	178 524	20 143	104 188	1 035 342	1 338 197
Remittances	(149 178)	(40 481)	(106 952)	(1 037 616)	(1 334 227)
Closing balance	181 452	(4 891)	986	3 834	181 381

ACCOUNTS PAYABLE
($ THOUSANDS)

	1983	1982
Affaires municipales	26 999	15 837
Affaires sociales	135 876	130 514
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	26 806	22 138
Conseil exécutif	12 255	8 868
Éducation	180 488	279 425
Énergie et Ressources	18 785	30 911
Finances	13 916	26 977
Fonction publique	65 121	50 896
Habitation et Protection du consommateur	23 067	25 935
Justice	25 098	28 926
Loisir, Chasse et Pêche	17 211	12 882
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	33 811	12 003
Régie de l'assurance-maladie du Québec	121 405	196 784
Transports	82 185	73 721
Travaux publics et Approvisionnement	21 017	24 818
Other departments[1]	52 483	65 536
	856 523	1 006 171

[1] Includes departments with accounts payable at March 31, 1983 of less than $ 10 000 000.

RETIREMENT PLANS ACCOUNT
FISCAL YEAR ENDED MARCH 31, 1983
($ THOUSANDS)

	Opening Balance	Surplus of Contributions and Assessment over Pensions and other Payments	Closing Balance
Government and Public Employees Retirement Plan	2 344 598	586 061	2 930 659
Teacher's Pension Plan	721 792	314 559	1 036 351
Civil Service Superannuation Plan	257 491	110 334[1]	367 825
Pension Plan of members of the Sûreté du Québec	93 230	45 798	139 028
Judges and coroners pension plan	10 683	4 125	14 808
	3 427 794	1 060 877*[1]	4 488 671

* See details on page 22.
[1] Including a $ 9 730 000 liability transferred by the Office des autoroutes du Québec at April 1, 1982 (See Notes on page 31).

TREASURY BILLS, BONDS AND OTHER BORROWINGS
($ THOUSANDS)

	Treasury Bills	Bonds less Sinking Fund	Other Borrowings less Sinking Fund	Total
Opening balance	1 010 000	11 338 747[1]	1 487 422	13 836 169
Issues	315 000	2 357 865	116 032[2]	2 788 897
Repayments[3]		(443 678)	(6 297)	(449 975)
Closing balance	1 325 000	13 252 934[1]	1 597 157[2, 4]	16 175 091

[1] After deducting sinking funds, $ 111 532 030 at April 1, 1982 and $ 138 784 287 at March 31, 1983.
[2] Including a note for $ 50 583 068 less a sinking fund of $ 23 500 660 issued to the Offices des Autoroutes du Québec at April 1, 1982 by the Minister of Finance in respect of the bonded debt of the enterprise, consideration for which was charged to the net debt.
[3] Including contributions to sinking funds.
[4] After deducting sinking funds of $ 26 349 529 at March 31, 1983.

SUMMARY SCHEDULE OF BONDS AND OTHER BORROWINGS LESS SINKING FUNDS

AT MARCH 31, 1983

($ THOUSANDS)

Maturity	In Canadian Currency	In U.S. Currency [1]	In Federal Republic of Germany Currency [1]	In Japanese Currency [1]	In French Currency [1]	Other Foreign Currencies [1]	Total
1983-1984	547 845	21 223	3 123	3 268	2 415	2 012	579 886
1984-1985	882 052	69 719	3 123	24 781	3 019	4 627	987 321
1985-1986	1 001 421	52 553	16 732	21 415	3 018	7 057	1 102 196
1986-1987	636 473	212 966	79 942	21 415	3 018	7 057	960 871
1987-1988	573 820	170 641	83 535	29 713	3 421	129 452	990 582
1983 – 1988	3 641 611	527 102	186 455	100 592	14 891	150 205	4 620 856
1988 – 1993	2 620 876	1 423 404	267 853	307 054		326 095	4 945 282
1993 – 1998	2 751 224	292 636		53 934		24 141	3 121 935
1998 – 2003	1 491 246	192 201					1 683 447
2003 – 2008	266 958	192 897					459 855
2008 and later	18 716						18 716
	10 790 631	2 628 240	454 308	461 580	14 891	500 441 [2]	14 850 091

NOTE – The schedule is prepared by taking into account the dates of the holder's redemption option and not the Government's and an allowance for redemption before maturity of bonds redeemable on demand. It does not take exchange options into account. Future contributions to sinking funds have been considered repayment of borowing in the year in which they are paid, thereby reducing the balance to be repaid at maturity.

[1] In the Canadian equivalent of par value on the dates borrowings are made and assumed debts accepted.

[2] Composed of $ 196 502 649 for United Kingdom currency, $ 126 146 377 for Swiss currency, $ 74 431 635 for European currency units and $ 45 640 513 for currency of the Netherlands.

LOANS GUARANTEED BY THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

($ THOUSANDS)

	1983	1982
Enterprises of the gouvernement du Québec		
Commission municipale du Québec	56 003	58 681
Hydro-Québec [1]	17 611 423 [3]	16 269 701
Office des autoroutes du Québec		28 778
Office du crédit agricole du Québec	14 000	
Proforêt inc. (filiale de Rexfor)	1 000	1 000
Régie de l'assurance-dépôt du Québec	16 900	57 300
Régie de l'assurance-maladie du Québec	17 823	18 068
Régie des installations olympiques [1]	665 604	673 893
Sidbec	360 950	113 550
Société de développement immobilier du Québec	30 000	30 000
Société de développement industriel du Québec	66 600	74 000
Société d'habitation du Québec	98 689	80 448
Société nationale de l'amiante	23 500	23 500
	18 962 492	17 428 919
Municipalities, Individuals and Corporations		
Ville de Longueuil (Cité de Jacques-Cartier)	1 609	1 781
Farmers	23 532	38 014
Publishers and booksellers	400	407
Students [2]	436 836	360 226
Agricultural producers and forest owners	1 488	1 809
Agricultural cooperatives and cooperatives engaged in similar activities	1 154	1 623
Regional dairies	4 922	5 606
	469 941	409 466
	19 432 433	17 838 385

[1] Borrowings in foreign currency are shown in the Canadian equivalent of par value at the exchange rate in effect on March 31.

[2] Interest on these loans is paid by the gouvernement du Québec as long as the borrower is a student.

[3] Including $ 6 599 699 in Hydro-Québec bonds held by the gouvernement du Québec in sinking funds.

COMMITMENTS

($ THOUSANDS)

SUMMARY	1983	1982
BUDGETARY	6 931 525	6 503 234
NON-BUDGETARY	200 250	232 600
	7 131 775[1]	6 735 834

	Authorized by the Government[2]	Authorized by the Minister[3]	1983	1982
BUDGETARY				
For repayment of the principal of borrowings made for capital expenditure				
School boards	167 835	1 267 011	1 434 846	1 437 365
General and vocational colleges	518 354	126 998	645 352	588 558
Universities	557 499	31 805	589 304	581 544
Health institutions	580 713[4]	119 215	699 928	624 551
Social services establishments	255 859[4]	19 944	275 803	255 904
Municipalities and municipal bodies	1 155 793		1 155 793	964 757
Government corporations and various bodies	47 468		47 468	46 805
	3 283 521	1 564 973	4 848 494[5]	4 499 484
For capital expenditure				
School boards				
Bank credit margins		699 418	699 418	475 000
Health institutions				
Bank credit margins		26 850	26 850	12 125
Social services establishments				
Bank credit margins		6 500	6 500	5 700
Municipalities and municipal bodies	1 025 793		1 025 793	1 100 471
Various bodies	2 582		2 582	4 564
	1 028 375	732 768	1 761 143	1 597 860
Accumulated sick leave of government employees			230 997	294 096
For financial support to enterprises of the gouvernement du Québec, family housing and other, chargeable to permanent appropriations.			90 891	111 794
			6 931 525	6 503 234
NON-BUDGETARY				
Balance to be paid for contributions to enterprises of the gouvernment du Québec, chargeable to permanent appropriations			200 250	232 600
			7 131 775[6]	6 735 834

[1] Borrowings in foreign currency are shown in the Canadian equivalent of the par value at the exchange rate in effect on March 31.
[2] Authorized by the Lieutenant-Governor-in-Council and/or the Conseil du trésor.
[3] Authorized by the Minister of Education or of Social Affairs under Acts and regulations
[4] Not including $ 6 653 000 ($ 6 689 000 in1982) for health institutions and $ 189 799 000 ($ 189 170 000 in 1982) for social services establishments in respect of completed projects, debts for which no disposal or assignment of grants was authorized to guarantee payment.
[5] See the Summary Schedule on the following page.
[6] These commitments will be liquidated from annual appropriations authorized by the National Assembly, except where otherwise indicated.

SUMMARY SCHEDULE OF COMMITMENTS FOR THE REPAYMENT OF THE PRINCIPAL OF BORROWINGS MADE FOR CAPITAL EXPENDITURE AT MARCH 31, 1983

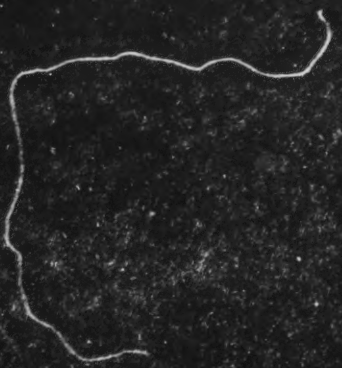
($ THOUSANDS)

Maturity	School-boards	General and Vocational Colleges	Universities	Health Institutions and Social Services Establish-ments	Municipal-ities and Municipal Bodies	Government Corporations and Various Bodies	Total
1983-1984	289 778[1]	195 034[1]	58 449[1]	213 992[1]	78 286	2 363	837 902
1984-1985	159 910	122 358	56 561	77 868	71 442	2 319	490 458
1985-1986	176 846	56 091	87 365	97 648	101 784	6 651	526 385
1986-1987	206 947	58 232	58 296	156 084	112 120	1 654	593 333
1987-1988	171 277	66 099	70 019	101 864	72 407	1 733	483 399
1983 – 1988	1 004 758	497 814	330 690	647 456	436 039	14 720	2 931 477
1988 – 1993	299 682	112 307	148 867	226 803	347 317	8 751	1 143 727
1993 – 1998	97 307	27 411	59 346	30 502	117 422	7 269	339 257
1998 – 2003	29 908	5 596	43 088	9 480	88 399	11 498	187 969
2003 – 2008	523	855	1 287	8 297	37 759	5 230	53 951
2008 – 2013	748	625	1 806	5 066	29 017		37 262
2013 – 2018	881	270	2 532	7 501	46 999		58 183
2018 – 2023	1 039	119	1 688	11 105	32 104		46 055
2023 – 2028		205		16 445	10 823		27 473
2028 – 2033		150		13 076	9 914		23 140
	1 434 846	645 352	589 304	975 731	1 155 793	47 468	4 848 494

[1] Including short-term borrowings, $ 139 651 000 to school boards, $ 126 998 000 to general and vocational colleges, $ 31 805 000 to universities, $ 119 215 000 to health institutions and $ 19 944 000 to social services establishments which will be the objects of long-term financing upon completion of projects underway or when completed projects are refinanced.

STATISTICS

6



Figures published in relation to previous years have been adjusted for purposes of comparison with those of 1981-1982, taking into account the changes inherent in new legislation, budgeting and accounting policies, such as:

– Budgeting and recording repayments and federal contributions as revenue and not as deductions from expenditure; the same is true of expenses related to revenue collection which are recorded on the books as expenditure instead of being deducted from revenue.

– Recording the transactions of retirement plans under non-budgetary transactions.

– Integrating the operations of the Office des Autoroutes du Québec into those of the Government since April 1, 1980.

– Integrating financing Régie de l'assurance-maladie du Québec transactions into the budgetary transactions of the Government through the Health Insurance Fund.

– Recording sinking fund revenue as a deduction from expenditure instead of reporting it under revenue.

– Recording motor vehicle fees under revenue after deducting the costs of administering the Highway Safety Code, following the merger of the Bureau des véhicules automobiles with the Régie de l'assurance automobile du Québec.

– Charging telecommunications to a revolving fund rather than to the Consolidated Revenue Fund.

– Data prior to 1980-1981 has not been adjusted to account for the change in the allowance for bad debts which, beginning with that fiscal year, has been charged to net debt rather than to expenditure.

SUMMARY OF FINANCIAL TRANSACTIONS 1973-1974 TO 1982-1983

($ MILLIONS)

	1982-1983	1981-1982	1980-1981	1979-1980
Budgetary transactions				
Revenue	+19 210,3	+17 481,7	+14 694,0	+13 276,7
Expenditure	−22 259,3	−20 393,4	−17 592,0	−15 110,3
Deficit	−3 049,0	−2 911,7	−2 898,0	−1 833,6
Non-budgetary transactions				
Investments, loans and advances	−135,0	−72,9	−40,4	−202,7
Retirement plans account	+1 051,2	+1 007,3	+822,3	+682,8
Other accounts	−103,5	−169,0	−196,6	−16,1
Balance	+812,7	+765,4	+585,3	+464,0
Net financial requirements	−2 236,3	−2 146,3	−2 312,7	−1 369,6
Financing				
Change in the cash position	−75,5	+207,9	−456,1	+229,3
New borrowings	+2 761,8	+2 951,6	+3 352,9	+1 648,9
Repayment of borrowings	−450,0	−1 013,2	−584,1	−508,6
Balance	+2 236,3	+2 146,3	+2 312,7	+1 369,6

N.B. : The minus (−) sign means a financial requirement and the plus (+) sign, a source of financing.

1978-1979	1977-1978	1976-1977	1975-1976	1974-1975	1973-1974
+11 899,0	+11 145,3	+9 715,9	+8 380,7	+7 272,6	+5 766,1
−13 387,2	−12 045,2	−10 717,4	−9 229,4	−7 587,3	−6 021,4
−1 488,2	−899,9	−1 001,5	−848,7	−314,7	−255,3
−255,0	−248,1	−182,5	−185,9	−146,0	−121,8
+315,7	+264,4	+186,4	+109,1	+104,3	+24,6
+165,9	−287,4	−335,5	+519,9	+191,3	+55,7
+226,6	−271,1	−331,6	+443,1	+149,6	−41,5
−1 261,6	−1 171,0	−1 333,1	−405,6	−165,1	−296,8
+49,6	+372,4	+330,7	−513,7	−181,8	−73,9
+1 575,5	+1 042,3	+1 354,6	+1 206,3	+586,1	+638,2
−363,5	−243,7	−352,2	−287,0	−239,2	−267,5
+1 261,6	+1 171,0	+1 333,1	+405,6	+165,1	+296,8

COMPARATIVE STATISTICS OF 1974 – 1983 REVENUE

($ MILLIONS)

[illegible]	1983	1982*	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974
INCOME AND PROPERTY TAXES	[illegible]	[illegible]	46.8	44.9	45.0	44.0%	43.6%	[illegible]	3 053,3 42,0%	2 332,0 40,4%
CONSUMER TAXES	[illegible]	[illegible]	[illegible]	18.4	18.1	19.3%	20.7%	[illegible]	1 642,0 22,5%	1 417,1 24,6%
DUTIES AND PERMITS	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	3.2%	3.3%	[illegible]	242,5 3,3%	241,3 4,2%
MISCELLANEOUS REVENUE	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	3.1	3.0%	3.4%	[illegible]	223,9 3,1%	183,0 3,2%
GOVERNMENT CORPORATION TRANSFERS	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	2.4%	2.6%	[illegible]	209,1 2,9%	186,9 3,2%
OWN-SOURCE REVENUE	[illegible]	[illegible]	73.0	72.0	71.9%	73.6%	[illegible]	[illegible]	5 370,8 73,8%	4 360,3 75,6%
GOVERNMENT OF CANADA TRANSFERS	[illegible]	[illegible]	27.0	28.0	28.1%	26.4%	[illegible]	[illegible]	1 901,8 26,2%	1 405,8 24,4%
TOTAL	[illegible]	[illegible]	100%	100%	100%	100%	[illegible]	[illegible]	7 272,6 100%	5 766,1 100%

COMPARATIVE STATISTICS OF 1974 – 1983 EXPENDITURE

($ MILLIONS)

Fiscal year ended in	1983	1982	1981	1980	1979	1978	1977	1976	1975	1974
ECONOMIC MISSION						1 474.8 12.2%	1 371.3 12.8%		1 142,0 15,0%	919,9 15,3%
EDUCATIONAL AND CULTURAL MISSION						3 861.4 32.1%	3 328.0 31.0%		2 185,1 28,8%	1 650,4 27,4%
SOCIAL MISSION						4 584.6 38.1%	4 134.9 38.6%		2 927,5 38,6%	2 375,1 39,4%
GOVERNMENTAL AND ADMINISTRATIVE						2 124.4 17.6%	1 883.2 17.6%		1 332,7 17,6%	1 076,0 17,9%
TOTAL – MISSIONS					13 387.2 100%	12 045.2 100%	10 717.4 100%		7 587,3 100%	6 021,4 100%
CAPITAL EXPENDITURE *			922.2 5.2%	935.1 6.2%	588.8 4.4%	593.7 4.9%	592.1 5.5%		623,2 8,2%	519,3 8,6%
OTHER EXPENDITURES *			16 669.8 94.8%	14 175.2 93.8%	12 798.4 95.6%	11 451,5 95.1%	10 125.3 94.5%		6 964,1 91,8%	5 502,1 91,4%
TOTAL			17 592.0 100%	15 110.3 100%	13 387.2 100%	12 045.2 100%	10 717.4 100%		7 587,3 100%	6 021,4 100%

* 1983, 1982, 1981 and 1980 data include respectively capital expenditures by transfer payments of $ 394,7, $ 409,0, $ 379,8 et $ 327,0 million; such payments are not included for the years from 1974 to 1979 since data is unavailable.

BUDGETARY AND FINANCIAL STATISTICS

($ THOUSANDS)

Year	Revenue	Expenditure	Budgetary Surplus (+) or Deficit (−)	Net Debt[1]
1940-1941	85,9	109,9	−24,0	323,6
1945-1946	123,9	116,0	+7,9	306,9
1950-1951	258,8	242,8	+16,0	274,6
1955-1956	463,2	442,1	+21,1	275,4
1960-1961	751,2	855,5	−104,3	373,9
1965-1966	1 736,7	1 999,5	−262,8	1 397,5
1970-1971	3 885,2	4 020,2	−135,0	2 207,4
1973-1974	5 766,1	6 021,4	−255,3	3 147,7
1974-1975	7 272,6	7 587,3	−314,7	3 462,4
1975-1976	8 380,7	9 229,4	−848,7	4 311,1
1976-1977	9 715,9	10 717,4	−1 001,5	5 312,6
1977-1978	11 145,3	12 045,2	−899,9	6 212,5
1978-1979	11 899,0	13 387,2	−1 488,2	7 603,4[2]
1979-1980	13 276,7	15 110,3	−1 833,6	9 437,0
1980-1981	14 694,0	17 592,0	−2 898,0	12 450,3[3]
1981-1982	17 481,7	20,393,4	−2 911,7	11 067,4[3, 4]
1982-1983	19 210,3	22 259,3	−3 049,0	14 225,6

[1] Net debt represents the overall direct debt less the assets reported in the statement of assets and liabilities.

[2] At April 1, 1978, the net debt was decreased by $ 97,3 million to cancel the impact of the changes brought to the net debt for the purposes of comparing the years 1940-1941 and 1977-1978 as the result of the new recording of pension plans.

[3] Including the change in the allowance for bad debts of $ 115,3 million charged to the net debt in 1980-1981, $ 79,5 million in 1981-1982 and $ 109,2 million in 1982-1983.

[4] Including $ 4 374,1 million to account for Hydro-Québec shares allotted to the Minister of Finance and paid from the accumulated net earnings of that government corporation up to December 31, 1980.

[redacted]

[redacted]

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

[redacted]